



AQMI ET AL-MOURABITOUN

Le djihad sahélien réunifié ?

Marc MÉMIER

Janvier 2017

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations unies.

ISBN : 978-2-36567-661-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2016
© Couverture : Al-Andaluz, Al-Ribat

Comment citer cette publication :

Marc Mémier, « AQMI et Al-Mourabitoun : le djihad sahélien réunié ? »,
Études de l'Ifri, Ifri, janvier 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Auteur

Marc Mémier est un conseiller politique et chercheur sur les problématiques de sécurité en Afrique subsaharienne, particulièrement en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Il travaille actuellement au sein du programme de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée au Sahel du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD) à Dakar.

Précédemment, il a travaillé comme conseiller dans les domaines de la gouvernance et de la sécurité auprès de différentes agences des Nations unies. D'abord en République du Congo en tant qu'officier électoral dans le cadre des élections législatives de 2012. Puis au Sénégal et au Cap-Vert comme officier des droits de l'Homme et enfin dans les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad) pour la mise en œuvre du volet sécuritaire de la Stratégie de l'ONU pour le Sahel. Depuis 2012, il est également chercheur associé au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). Ses travaux portent notamment sur l'étude des groupes armés djihadistes du Sahel et d'Afrique du Nord.

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Grenoble et titulaire d'un master en Droit de la sécurité internationale et de la Défense, il a également étudié le Droit international public et les politiques africaines à l'université de Californie Los Angeles (UCLA).

L'auteur tient à remercier tout particulièrement celles et ceux qui lui ont accordé leur temps et leur confiance lors des nombreux entretiens ayant rendu possible cette étude.

Résumé

Le 4 décembre 2015, le chef suprême d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Abdelmalek Droukdel, annonçait le ralliement du groupe de Mokhtar Belmokhtar, Al-Mourabitoun, dans ses rangs. Cette alliance, qui intervient trois ans après la scission de Belmokhtar d'AQMI, interroge à bien des égards. Pourquoi Droukdel, qui avait destitué Belmokhtar de sa brigade en octobre 2012, a-t-il souhaité le voir rejoindre de nouveau l'organisation ? À la tête d'un des mouvements djihadistes les plus puissants du Sahel, quels intérêts poursuit à l'inverse Belmokhtar en réintégrant la hiérarchie de sa maison d'origine, alors affaiblie par plusieurs années d'opération militaire franco-africaine ? Quelle place et quelles garanties a-t-il obtenu ? Comment s'intègrent Al-Mourabitoun et son émir Belmokhtar dans la structure organisationnelle d'AQMI ? Afin d'apporter des éléments de réponses à ces questions, cette étude revient sur des problématiques plus larges, de la recomposition des forces djihadistes dans l'espace sahélien à la lutte d'influence opposant AQMI à l'État islamique (EI), du Sahel à la Libye jusqu'au front syro-irakien.

L'étude se divise en deux parties. La première, essentiellement contextuelle, retrace l'implantation d'AQMI au Sud du Sahara ainsi que les reconfigurations récentes du groupe, quatre ans après le lancement de l'opération Serval au Mali. Elle rappelle par ailleurs les luttes internes au sein de l'organisation ayant conduit à la création d'Al-Mourabitoun en 2013. La seconde partie propose une analyse approfondie d'Al-Mourabitoun, de ses objectifs à son fonctionnement interne, ses effectifs et sources de financement, sa place au sein d'AQMI jusqu'à son mode opératoire et ses principaux faits d'armes. Elle s'attache enfin à examiner les raisons et conséquences de la « réunification » avec AQMI sur les plans organisationnels et opérationnels mais aussi, d'un point de vue plus global, sur la stratégie renouvelée d'Al-Qaïda face à la montée en puissance de l'EI sur ses terres.

Sommaire

INTRODUCTION	11
À L'ORIGINE D'AL-MOURABITOUN : LES IMPORTANTES TENSIONS INTERNES AU SEIN D'AQMI	11
AQMI : implantation au Sahel et structure organisationnelle.....	13
<i>L'extension d'AQMI au Sahel</i>	<i>13</i>
<i>Structure organisationnelle</i>	<i>15</i>
Les dissensions au sein d'AQMI	18
<i>Tensions dans la zone sud.....</i>	<i>19</i>
<i>Les divergences de Belmokhtar avec le commandement d'AQMI</i>	<i>19</i>
<i>La rupture et l'alliance avec le MUJAO</i>	<i>21</i>
LE RALLIEMENT D'AL-MOURABITOUN À AQMI	23
Al-Mourabitoun : nouvelle katiba d'AQMI ?.....	23
<i>Fondation et objectifs.....</i>	<i>23</i>
<i>Structure organisationnelle et effectifs</i>	<i>25</i>
<i>Financement</i>	<i>31</i>
<i>Mode opératoire et principaux faits d'armes</i>	<i>35</i>
<i>Quelle place pour Al-Mourabitoun et son émir Belmokhtar au sein d'AQMI ?.....</i>	<i>38</i>
Les raisons du revirement	40
<i>Les conséquences de l'intervention franco-africaine</i>	<i>41</i>
<i>Contre la montée en puissance de l'État islamique.....</i>	<i>44</i>
<i>Des raisons propres à Belmokhtar ?.....</i>	<i>48</i>
CONCLUSION	53

Méthodologie

Cette étude a été rédigée sur la base d'entretiens menés auprès de divers spécialistes (officiers de services de renseignements de pays sahéliens et maghrébins, experts d'organisations internationales et de centres de recherche, universitaires, chercheurs et journalistes) en France, au Sénégal, au Mali et en Mauritanie. De précédents entretiens, conduits entre 2014 et 2015 dans les pays du G5 Sahel, ont également été utilisés. Ces entretiens ont été complétés par des sources de première et seconde main à la fois fermées ou semi-fermées (communiqués officiels, courriers, supports vidéo et audio diffusés par les groupes djihadistes) et ouvertes (rapports officiels d'États et d'organisations internationales, publications de centres de recherche, ouvrages et articles de presse). Le sujet étant sensible et complexe, l'emploi du conditionnel et la formulation d'hypothèses sont restés de mise pour un certain nombre d'informations, faute de preuves ou de sources de première main.

Introduction

En décembre 2012, le célèbre djihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar (MBM), désavoué par le chef suprême d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), l'émir Abdelmalek Droukdel, officialise sa rupture avec la branche maghrébine d'Al-Qaïda. Quelques mois plus tard, il annonce la fusion de sa brigade des Enturbannés avec une partie des hommes du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), un groupe également issu d'une scission d'AQMI. Cette alliance donnera naissance à l'une des organisations djihadistes les plus puissantes du Sahel : Al-Mourabitoun (« Les Almoravides »). Loin d'être l'expression d'une unique guerre de leadership au sein d'AQMI ni la manifestation d'un nouveau fanatisme local, la création d'Al-Mourabitoun répond à un projet politique et idéologique cher à Belmokhtar : faire revivre l'unité et la puissance perdue de la dynastie des Almoravides qui régna il y a plusieurs siècles entre le Sahel et le Maghreb.

Alors que le commandement et les forces d'AQMI ont été largement affaiblis par plusieurs années d'intervention militaire franco-africaine, Mokhtar Belmokhtar, à la tête d'Al-Mourabitoun, apparaît comme le nouvel homme fort d'Al-Qaïda dans le Sahel. Dans ce contexte, et étant donné les relations passées particulièrement conflictuelles entre MBM et Droukdel, comment expliquer le ralliement d'Al-Mourabitoun à AQMI officialisé en décembre 2015 ? Pourquoi Droukdel, qui avait destitué Belmokhtar du commandement de sa brigade en octobre 2012, a-t-il souhaité le voir réintégrer les rangs de l'organisation trois ans plus tard ? À l'inverse, quels intérêts Belmokhtar poursuit-il en revenant dans sa maison d'origine ? Quelle place et quelles garanties a-t-il obtenu ? Répond-il aujourd'hui hiérarchiquement à Droukdel et à l'émir du Sahara, Djamel Okacha ? Cette étude tente d'apporter des éléments de réponse à ces questions fondamentales pour comprendre la situation actuelle d'AQMI et son devenir face à la montée en puissance de l'État islamique sur ses terres.

À l'origine d'Al-Mourabitoun : les importantes tensions internes au sein d'AQMI

AQMI : implantation au Sahel et structure organisationnelle

L'extension d'AQMI au Sahel

Le 25 janvier 2007, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)¹, adoubé quelques mois plus tôt par Oussama Ben Laden, devient officiellement Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ou plus précisément « l'Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb Islamique »², formant ainsi une nouvelle branche d'Al-Qaïda. Ce changement de nom n'est pas anodin. Il est le résultat d'une longue négociation avec Al-Qaïda centrale et s'est accompagné d'une réorganisation en profondeur du GSPC, tant sur les plans idéologique que structurel et opérationnel. À l'instar d'Al-Qaïda, AQMI s'inscrit dans le courant du salafisme djihadiste³. Son objectif principal est le combat, par le recours au djihad⁴, contre les « ennemis de

1. Groupe islamiste armé algérien fondé en 1998 par Hassan Hattab lors de la guerre civile algérienne à partir d'une scission du Groupe islamique armé (GIA).

2. Traduction littérale de la dénomination originale « Tanzim Al-Qâ'ida bi-Bilâd Al-Maghrib Al-Islâmi » avec laquelle l'organisation signe ses communiqués. L'appellation « Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb Islamique » met en avant deux termes manquants dans l'abréviation usuelle d'AQMI : « organisation » et « pays ». Or ces deux termes revêtent une importance particulière puisqu'ils renvoient à l'enjeu de l'unité organisationnelle et territoriale d'AQMI. Pour Al-Qaïda, le Maghreb représente « un seul pays » alors que la période historique de référence pour l'« Organisation » est celle de la dynastie Almohade qui a régné sur une partie de l'Espagne et la totalité du Maghreb de 1147 à 1269. M. Guidère, « La tentation internationale d'Al-Qaïda au Maghreb », *Focus stratégique*, n° 12, Ifri, décembre 2008, p. 10.

3. De profondes divergences subsistent toutefois au sein d'AQMI avec la doctrine du salafisme djihadiste tel que prôné par Al-Qaïda centrale. Selon Djallil Lounnas « le salafisme d'AQMI s'apparente plus à une affinité, voir à une certaine complémentarité avec celui d'Al-Qaïda centrale, qu'à une adhésion complète et sans réserve ». D. Lounnas, « AQMI, une filiale d'Al-Qaïda ou organisation algérienne ? », *Maghreb-Machrek*, n° 208, été 2011, p. 45.

4. Le « djihad » signifie littéralement « l'effort » en vue d'atteindre un but. Il n'a pas de connotation religieuse ni guerrière en soi. « Djihad » (ou ses termes dérivés) est ainsi employé dans le Coran dans le sens d'un « effort » des fidèles pour se conformer à l'islam. Il peut prendre un sens militaire mais aussi civil et spirituel. Une citation attribuée au prophète Mahomet distingue par ailleurs le « petit djihad », de type militaire, du « grand djihad », d'ordre spirituel, plus difficile à atteindre. Dans le contexte de la guerre d'Afghanistan, Al-Qaïda va théoriser une nouvelle forme de djihad : un djihad global, transfrontalier et armé qui rompt avec plusieurs

l'islam » que sont, entre autres, les apostats, les juifs et les croisés (au premier rang desquels la France et les États-Unis⁵) ainsi que leurs alliés dans la région. Ce combat participe, avec les autres branches régionales, à l'objectif global d'Al-Qaïda : la renaissance d'un califat⁶ sur l'ensemble de l'Oumma (communauté musulmane) régi par la charia (loi islamique).

Cette nouvelle appellation correspond également à un tournant international du groupe algérien qui progressivement oriente son combat de « l'ennemi proche ou intérieur » (l'Algérie) à des actions visant « l'ennemi lointain ou extérieur » (pays occidentaux et leurs alliés)⁷. Toutefois, l'extension régionale d'AQMI au Sahel date du temps du GSPC, au début des années 2000⁸. Ce basculement stratégique vers le sud a notamment été motivé par la volonté de fédérer les différents groupes djihadistes du Maghreb et du Sahel⁹. Il a surtout été contraint par l'impasse des opérations dans le nord de l'Algérie et l'incapacité d'AQMI à étendre son action sur le sol européen, tel que l'avait pourtant envisagé initialement Oussama Ben Laden. Enfin, l'espace sahélo-saharien, vaste zone peu contrôlée par les États de la région, soumise à une insécurité croissante et au cœur de trafics en tout genre¹⁰ dispose de nombreux atouts pour devenir le centre névralgique du projet d'AQMI. Au fil des années, l'appréhension réfléchie des réalités sociales et économiques de la zone par les leaders de l'organisation a permis au groupe de tisser un important réseau au sein des populations locales et de bénéficier de nombreuses complicités¹¹.

siècles de pratique et de doctrine de l'islam. Voir la vidéo de J.-P. Filiu, « Le djihadisme, une nouvelle religion de la terreur », IEP Paris, 13 octobre 2016.

5. Dans un message vidéo du 11 septembre 2006 dans lequel il annonce le ralliement officiel du GSPC à Al-Qaïda, Ayman-Al-Zawahiri (alors numéro 2 de l'organisation), fixe comme objectifs à Droukdel d'« étendre le djihad en Afrique » et devenir « une épine dans la gorge des croisés américains, français et de leurs alliés » pour faire « naître la peur dans le cœur des traîtres et des fils mécréants de France ».

6. Un califat (littéralement « succession ») peut être défini comme un territoire au sein duquel un calife (un « successeur » du prophète Mahomet) exerce une autorité politique régie par l'islam.

7. M. Guidère, « La tentation internationale d'Al-Qaïda au Maghreb », *op.cit.*, p. 29.

8. D. Lounnas, « AQMI et la crise malienne », *Sécurité Globale*, été 2012, p. 44.

9. Notamment le Groupe Islamique Combattant Marocain (GICM), le Groupe Islamique Combattant Libyen (GICL) et le Groupe Islamique Combattant Tunisien (GICT). AQMI n'ambitionne donc pas d'être une simple prolongation du GSPC mais l'émanation de différents mouvements d'Afrique du Nord.

10. Les routes transsahariennes séculaires sont devenues pour les nombreuses filières criminelles de la région des lieux de transit privilégiés de divers produits licites et illicites : stupéfiants (cocaïne, héroïne, méthamphétamine, marijuana, etc.), armes à feu, migrants, cigarettes, médicaments, déchets toxiques, voitures, essence, produits alimentaires, ressources naturelles etc.

11. Si *a priori* se faire accepter par les populations du Nord-Mali n'était pas une chose aisée pour un groupe armé algérien se revendiquant du salafisme djihadiste, l'ancrage local d'AQMI a été facilité par la quasi absence de l'État malien dans la zone. Les membres de l'organisation ont ainsi su profiter de l'extrême pauvreté de la zone et du ressentiment contre l'État malien pour apporter

Structure organisationnelle

Sur le plan organisationnel, l'émir (littéralement « commandant ») algérien Abdelmalek Droukdel, alias Abou Moussab Abdelouadoud (nom de guerre), ancien chef du GSPC, est à la tête d'AQMI depuis sa création en 2007. Il est élu par les quatorze membres du Conseil des Chefs (Majlis al-Ayan)¹², qui le renouvellent chaque année dans sa fonction en lui prêtant allégeance¹³. En plus du Conseil des Chefs, l'autre corps décisionnel est le Conseil de la Choura (Majlis al-Shura) – ou Conseil consultatif - qui comprend des membres du Conseil des Chefs, des juges ainsi que les dirigeants des principaux Comités du groupe¹⁴. La région sud¹⁵ d'AQMI qui nous intéresse, le Sahel-Sahara (appelé « émirat du Sahara » en distinction de « l'émirat du Maghreb » ou « émirat Central »), est dirigée depuis octobre 2012 par l'Algérien Djamel Okacha, alias Yahia Abou el Houmâm (nom de guerre). Fidèle de Droukdel depuis les années 1990, il a le titre d'émir du Sahara et la responsabilité de coordonner l'ensemble des activités d'AQMI dans la zone, faisant de lui officiellement le n° 2 de l'organisation. Enfin, au-delà d'Al-Mourabitoun, dont le statut particulier fait l'objet d'une analyse spécifique dans cette étude, la zone sud est aujourd'hui partagée en quatre principales katibas¹⁶ ou brigades.

des aides financières et s'assurer de l'appui des populations. Par ailleurs, des liens matrimoniaux ont été tissés avec les tribus locales Touarègues et Arabe Bérabiches de la région. Dans les années 2000, Mokhtar Belmokhtar se serait ainsi marié dans la région de Tombouctou avec une fille malienne issue de la Chefferie des Ouled Driss (un puissant clan des Bérabiches) lui permettant une intégration rapide et une protection clanique. D. Lounnas « AQMI et la crise malienne », *op. cit.*, p. 49.

12. Le Conseil des Chefs est le principal organe politique et décisionnel d'AQMI. Il est dirigé par Droukdel et comprend des commandants régionaux ainsi que les chefs des Comités militaire, politique, juridique et media du groupe. A. Hagen, « Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Leaders and Their Networks », AEI's Critical Threats Project, mars 2014.

13. À l'instar d'Al-Qaïda, AQMI est structurée autour du serment d'allégeance. Ainsi, « chacun des chefs est lié par un serment d'allégeance à un autre chef au-dessus de lui et à un certain nombre de petits caïds en-dessous de lui ». M. Guidère, « Al-Qaïda au Maghreb Islamique : le tournant des révolutions arabes », *Maghreb-Machrek*, n° 208, été 2011, p. 5.

14. Il existe au moins sept Comités spécialisés ayant des prérogatives variées (médical, politique, juridique, militaire, média, financement et relations extérieures). Pour plus d'informations sur la structure organisationnelle d'AQMI voir A. Hagen, « Al Qaeda in the Islamic Maghreb : leaders and their networks », AEI's Critical Threats Project, mars 2014.

15. La région sud d'AQMI est l'héritière de la « zone IX » du GSCP.

16. À l'origine, une « katiba » était une unité de combattants correspondant à une compagnie légère (environ 100 hommes) ou d'une section (environ 30 hommes) de l'Armée de Libération Nationale (ALN), branche armée du Front de Libération Nationale (FLN) durant la guerre d'indépendance d'Algérie. Le terme a depuis été repris par différents mouvements insurrectionnels islamistes au Maghreb et au Sahel dont AQMI.

Leur commandement a largement évolué depuis 2013 du fait de l'élimination de nombreux chefs par les forces franco-africaines :

- **Tarik ibn Ziyad.** Cette katiba, du nom du général berbère qui a conquis la péninsule ibérique au VII^e siècle, a été dirigée historiquement par le célèbre Algérien Mohammed Ghdiri (plus connu sous son nom de guerre d'Abdelhamid Abou Zeid) jusqu'à son élimination par les forces franco-africaines en février 2013. Il est remplacé en septembre 2013 par un autre Algérien, ancien bras droit d'Abou Zeid : Saïd Abou Mouqâtil, alias Abou Saïd el-Djazairi¹⁷.
- **Al-Fourqân.** Anciennement commandée par Djamel Okacha (promu émir du Sahara en octobre 2012), le Mauritanien Mohamed Lemine Ould El-Hassen en prend la direction en novembre 2012. Tué par la force Serval quelques mois plus tard (février 2013), c'est son compatriote Abderrahmane Talha, dit Abou Talha al-Mauritani, qui en a repris le commandement en septembre 2013¹⁸.
- **Al-Ansar.** Majoritairement composée de Touaregs, cette katiba a été dirigée depuis sa création en 2010 par le Touareg malien Hamada Ag Hamada, alias Abdelkrim al-Targui (ou « Abdelkrim le Touareg »), neveu de Iyad Ag Ghali¹⁹. Al-Ansar s'est notamment distinguée par l'enlèvement de plusieurs ressortissants français au Nord-Mali²⁰. Abdelkrim al-Targui a été éliminé par les forces franco-africaines en mai 2015. Aucune annonce officielle n'a été faite jusqu'à présent pour le remplacer. Les membres de sa katiba auraient rejoint en partie Ansar Dine et Al-Mourabitoun²¹.
- **Youssef Ibn Tachfin.** Du nom du premier sultan de la dynastie des Almoravides, Youssef Ibn Tachfin est la plus récente des brigades sahéliennes d'AQMI. Également majoritairement composée de

17. Cet informaticien n'occupait jusqu'alors qu'une position subalterne de responsable du matériel au sein d'AQMI. Sa nomination pourrait s'expliquer par ses compétences en matière de transmission de l'information et donc sa capacité à rétablir les liaisons entre la maison mère en Kabylie et les combattants sahéliens, fortement désorganisés par l'opération Serval. Il aurait également été choisi pour négocier la libération des otages français faits prisonniers en septembre 2010 à Arlit (Niger) dont il aurait piloté l'opération.

18. Abderrahmane Talha serait un des premiers Mauritaniens à avoir rejoint le GSPC en 2006. Il s'est notamment fait remarquer par sa rigueur au sein de la police Islamique de Tombouctou lors de l'occupation de la ville par AQMI et Ansar Dine en 2012.

19. Figure historique du mouvement rebelle Touareg, il est le fondateur et l'actuel chef d'Ansar Dine.

20. Al-Ansar serait notamment responsable des enlèvements de Philippe Verdon et Serge Lazarevic en 2011 ainsi que de Ghislaine Dupont et Claude Verlon fin 2013. Abdelkrim al-Targui, connu pour être un personnage radical et sanguinaire, aurait également exécuté Michel Germaneau en 2010.

21. Entretien avec Mathieu Guidère, professeur des Universités (Paris 8), août 2016, Paris.

Touaregs, elle a été fondée en 2012 et est dirigée par le Malien Sedane Ag Hita, dit Abou Abdel Hakim al Kidali, ayant servi auparavant dans les rangs d'Al-Ansar.

Ces brigades opèrent de façon quasi autonome que ce soit par rapport au commandement régional ou entre elles²². Elles sont divisées en plusieurs sections, lesquelles sont aussi fragmentées en sous-groupes de quelques hommes. Chacune de ces quatre brigades compterait aujourd'hui quelques dizaines de combattants (entre 50 au moins et 100 pour obtenir le statut de « brigade »²³) portant les effectifs d'AQMI au Sahel entre 200 et 250 hommes environ (sans compter Al-Mourabitoun). Si la hiérarchie reste dominée par des Maghrébins (et notamment des Algériens), AQMI, à l'instar d'autres groupes djihadistes sahéliens, est marquée par la part de plus en plus importante d'Africains subsahariens dans ses rangs. L'émergence de ce « djihad noir » a eu pour conséquence de démultiplier la menace dans l'ensemble de la sous-région et à l'ancrer localement. Ces nouveaux combattants, souvent très jeunes, se fondent en effet parfaitement dans la population locale et font peser sur les États ouest-africains une menace désormais endogène et diffuse.

Si les katibas sahéliennes d'AQMI conservent un pouvoir de nuisance réel, elles ont été sensiblement affaiblies par quatre ans d'intervention militaire²⁴. Leurs opérations se limitent depuis 2013 à quelques rares enlèvements²⁵ et surtout des actions de harcèlement des forces locales et internationales présentes au Mali²⁶. Il importe cependant d'associer à ces

22. Si des opérations conjointes peuvent être menées épisodiquement, elles agissent la plupart du temps séparément et tendent même à se poser en rival, comme ce fut le cas entre les brigades de Belmokhtar et d'Abou Zeid.

23. Le seuil de 50 combattants au moins (fixé auparavant à 30 hommes) pour obtenir le statut de « brigade » a été rehaussé par AQMI afin d'aligner les effectifs de ses katibas sur celles de l'EI et cela dans le but que les émirs de brigades aient le même pouvoir. Entretien avec Mathieu Guidère, novembre 2016.

24. Certaines sources indiquent que si elles ont été effectivement affaiblies, les katibas d'AQMI agissent avant tout comme « des assassins du temps » : elles sont plus ou moins actives selon le contexte et les opportunités. Or aujourd'hui, il n'y a presque plus aucun touriste dans la zone, excluant toute possibilité de rapt et de rançons. De plus, elles n'auraient pas intérêt à s'exposer outre mesure devant des forces plus puissantes militairement et resteraient dans l'ombre. Entretien avec Ibrahim Maïga, chercheur à l'ISS, août 2016, Dakar.

25. Dont un couple d'Australiens enlevé en janvier 2016 à Djibo (nord du Burkina Faso) par Al-Mourabitoun. La femme a été libérée alors que son mari est toujours en captivité. En avril 2015, Al-Mourabitoun a également revendiqué le rapt d'un ressortissant roumain à Tambao (nord du Burkina Faso), aujourd'hui toujours détenu. AQMI conserve par ailleurs une otage suisse, enlevée en janvier 2016 à Tombouctou, ainsi qu'un Suédois et un Sud-africain également enlevés à Tombouctou en 2011.

26. Les bases et convois de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) sont particulièrement pris pour cible. En juillet 2015, AQMI a revendiqué l'attaque d'un convoi de la mission onusienne dans la région de Tombouctou au cours de laquelle six Casques bleus burkinabés ont trouvé la mort. Plus récemment, en juin 2016, AQMI

quatre katibas d'autres groupes alliés à AQMI ou gravitants dans son cercle proche. C'est notamment le cas d'Ansar Dine²⁷, un mouvement qui lui conserve une marge d'action relativement importante. Le groupe de Iyad Ag Ghali agit en effet comme un puissant relai local d'AQMI dans les régions du Centre et du Sud malien, jusqu'au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire avec ses deux récentes brigades : la katiba « Macina » (ou Front de libération du Macina, FLM) fondé par le prêcheur Peul de la région de Mopti Amadou Koufa et la katiba Khaled Ibn al-Walid (aussi appelée « Ansar Dine Sud ») de Souleymane Keïta. Les frontières entre les katibas d'AQMI et les autres groupes djihadistes de la région sont ainsi perméables à bien des égards. Des combattants évoluant périodiquement d'un groupe à l'autre en fonction du contexte et des opportunités. Il existe également des liens, qu'ils soient idéologiques, humains ou financiers, entre AQMI et ses affiliés et des groupes armés maliens signataires de l'Accord de paix d'Alger. Ils seraient particulièrement explicites entre Ansar Dine et certains éléments du Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) ou encore entre AQMI et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) qui cohabitent dans la région de Taoudéni (Nord-Mali)²⁸. Ainsi, en dépit d'une structure hiérarchique pyramidale en apparence bien établie et pilotée depuis la Kabylie, la réalité de fonctionnement d'AQMI correspond davantage à celle d'une organisation largement éclatée et décentralisée aux alliances multiples.

Les dissensions au sein d'AQMI

Le recentrage des opérations d'AQMI dans la région sahélo-saharienne s'est accompagné de fortes tensions internes aboutissant à une véritable confrontation entre les émirs du groupe sur la vision et l'agenda politique de l'organisation. Ces rapports de force se sont exprimés à la fois selon un axe « horizontal », en particulier entre les deux principaux commandants de la zone sud, Mokhtar Belmokhtar et Abou Zeid, et un axe « vertical », principalement entre Belmokhtar et le commandement d'AQMI.

a revendiqué une attaque à la voiture piégée contre un camp de la MINUSMA à Gao, précisant que les combattants étaient issus des rangs d'Al-Mourabitoun.

27. De son nom exact « Jum'a Ansar al-din al salafiya » (« le groupe des défenseurs salafistes de la religion »).

28. Entretien avec Antonin Tisseron, chercheur associé à l'Institut Thomas More et GRIP, juillet 2016, Paris.

Tensions dans la zone sud

Historiquement la zone sahélienne est le terrain de prédilection de MBM, dont la katiba Al-Moulathamoun (« Les Enturbannés »), évolue depuis le début des années 2000 entre le nord du Mali et la Mauritanie. Ainsi, Belmokhtar s'est opposé très tôt à la décision du commandement d'AQMI d'implanter de nouvelles brigades au Sahel, et particulièrement la katiba Tarik Ibn Ziyad dont son principal concurrent Abou Zeid prend la direction en 2004. La scission du front sud en deux zones d'influence distinctes²⁹, tout comme la nomination en 2007 de l'Algérien Yahia Djouadi (dit Abou Amar) au poste d'émir du Sahara n'empêchera pas une rivalité croissante entre Mokhtar Belmokhtar et Abou Zeid³⁰. Les deux hommes sont en désaccord sur un certain nombre de questions clés dont la stratégie de financement ou encore le mode opératoire à respecter. La rivalité entre MBM et Abou Zeid ne prendra fin qu'avec la mort de ce dernier en février 2013.

Les divergences de Belmokhtar avec le commandement d'AQMI

Suite au lancement de l'intervention militaire française au Mali en janvier 2013, de nombreux documents internes ont été laissés par les combattants d'AQMI dans leur fuite. Ceux-ci ont permis de documenter de façon précise le fonctionnement de l'organisation, son projet pour la région mais aussi les luttes intestines auxquelles se livraient les dirigeants du groupe. En particulier, un ensemble de lettres officielles échangées à la fin de l'année 2012 entre Belmokhtar et le Conseil consultatif d'AQMI ont permis de mettre en lumière d'importants désaccords sur un certain nombre de dossiers stratégiques de l'organisation. Ceux-ci concernent notamment la question des prises d'otage, la fourniture en armes, la sécurité des communications ou même la structuration du groupe³¹. Alors que Belmokhtar critique violemment les orientations du Conseil sur ces

29. La zone ouest (traditionnellement dominée par Belmokhtar), va du sud-ouest de l'Algérie au nord du Mali et de la Mauritanie alors que la zone est (sous l'influence d'Abou Zeid) correspond au massif montagneux de Timétrine (nord-est du Mali) jusqu'au nord du Niger et du Tchad.

30. La nomination de Yahia Djouadi au poste d'émir du Sahara, en remplacement de Belmokhtar, répondait notamment au souhait de Droukdel d'asseoir son influence sur les katibas sahéliennes et d'affaiblir l'influence croissante de Belmokhtar. Incapable de mettre fin à la spirale de violences entre Belmokhtar et Abou Zeid, Yahia Djouadi sera destitué en novembre 2011. A. Benchérif, « AQMI : une organisation changeante entre survivance et pragmatisme », essai de maîtrise en Études internationales, université Laval, septembre 2012, p. 46.

31. Pour une analyse complète de ces échanges, voir M. Guidère, « Histoire immédiate d'AQMI avant et après l'intervention française au Mali », *Cahier d'histoire immédiate*, n° 45, 2014, p. 37-64.

différents dossiers, ce dernier lui adresse une série de reproches sur son comportement et la gestion de sa katiba, jugée trop autonome, inefficace et non conforme aux décisions du groupe.

L'un des différends majeurs repose sur la gestion financière de la katiba de Belmokhtar. Chacune des brigades sahéniennes a en effet l'obligation de verser une part de ses ressources au commandement d'AQMI. Une partie de cette somme est ensuite redistribuée aux différentes katibas pour l'achat d'armes et de munitions. Or, dans une lettre datée du 3 novembre 2012, le Conseil écrit :

« Nous rappelons que le commandement a octroyé au frère Abou Al-Abbas [Belmokhtar] une somme d'argent importante dont il avait fait la requête pour acheter des armes et cela en dépit du grand besoin dans lequel était l'organisation à ce moment-là. Malgré tout cela [...], on constate qu'Abou Al-Abbas [Belmokhtar] n'a pas participé de façon efficace à l'activité d'achat d'armement [...]. Or, à l'inverse des autres émirs du Sahel qui contribuent à l'armement de façon efficace et en quantités importantes, la contribution de Khaled [Belmokhtar] est quasiment inexistante.³² »

Le Conseil reproche également à MBM de faire cavalier seul et de court-circuiter la chaîne de commandement de l'organisation. Cela a notamment été le cas dans la gestion des deux otages canadiens, les diplomates Rober Fowler et Louis Gray, capturés en 2008 à l'ouest de Niamey. Le Conseil décrit ainsi le comportement de Belmokhtar :

« Au lieu de suivre le plan que nous avons mis en place, il [Belmokhtar] a géré ce dossier à sa guise, et cela malgré notre insistance et le rappel que ce type d'affaires relevait de la compétence du commandement central [Ben Laden].³³ » Sur ce dossier, le Conseil ironise même sur les capacités de Belmokhtar : « l'incompétence patente, c'est d'avoir négocié la libération des otages les plus importants [...] au prix le plus bas, à peine 700 000 euros.³⁴ »

Plus grave encore, Belmokhtar conteste la structure même de l'organisation ainsi que la légitimité du pouvoir de décision des membres du commandement en Kabylie sur la zone sud. Il prône une organisation fortement décentralisée et réfute le système hiérarchique pyramidal du groupe, en opposition selon lui aux réalités politiques et sociales du Sahel. Prenant pour exemple la réussite du modèle yéménite d'Al-Qaïda dans la

32. M. Guidère, « Histoire immédiate d'AQMI avant et après l'intervention française au Mali », *op. cit.*, p. 43.

33. *Ibid.*, p. 41.

34. *Ibid.*

Péninsule Arabique (AQPA), Belmokhtar appelle à la création d'une branche sahélienne indépendante d'AQMI, (« Al-Qaïda au Sahel Islamique »), directement rattachée à la maison mère d'Al-Qaïda et à son chef, Ayman Al-Zawahiri³⁵. Toutefois, sa proposition est rapidement rejetée par Droukdel qui pense alors à un autre modèle pour le développement de l'organisation : l'union sacrée des groupes armés du Nord-Mali pour l'instauration d'un « Émirat islamique de l'Azawad » qui serait dirigé par le chef d'Ansar Dine, Iyad Ag Ghaly³⁶. Le modèle imaginé par Droukdel, défendu par son fidèle représentant Abou Zeid lors d'une réunion à Tombouctou le 2 avril 2012 avec les principaux chefs djihadistes de la région, l'emporte³⁷.

La rupture et l'alliance avec le MUJAO

Droukdel désavoue ainsi Belmokhtar sur l'ensemble des dossiers stratégiques du groupe et s'aligne sur la politique et les pratiques d'Abou Zeid. Marginalisé au sein du mouvement, Belmokhtar est destitué du commandement de sa katiba en octobre 2012 lors d'une réorganisation interne. Quelques semaines plus tard, début décembre, MBM annonce dans une vidéo dans laquelle il apparaît pour la première fois à visage découvert, sa rupture avec AQMI et la création d'une nouvelle unité d'élite au sein de sa katiba des Enturbannés : les Signataires par le sang (« El-Mouaquiine Biddam »). Les objectifs affichés de cette nouvelle unité sont entre autres le combat contre « la France mécréante » et ses alliés ainsi que la consolidation « du règne de la Charia » au Nord-Mali.

35. *Ibid.*, p. 47.

36. Ce projet est exposé dans un texte daté de juillet 2012 (« Directives générales relatives au projet islamique djihadiste dans l'Azawad ») et signé des mains de Droukdel. Ce document de 80 pages et divisé en six chapitres a été découvert à Tombouctou en février 2013. Droukdel y énonce, de façon raisonnée et pragmatique, le plan stratégique d'AQMI au Mali à moyen et long terme. Afin de mettre en place un émirat islamique au Nord-Mali, l'émir d'AQMI recommande de gagner les cœurs et les esprits des populations ainsi que « d'éviter les excès, de ne pas prendre des décisions risquées (...), de ne pas avoir une grande visibilité sur la scène politique et militaire (...), d'adopter des politiques progressives ». « Le projet du chef d'AQMI pour le Mali », *RFI*, 6 octobre 2013.

Ce projet d'instauration d'un émirat islamique au Nord-Mali contraste avec la stratégie de déstabilisation d'AQMI et rejoint celle d'étatisation de l'État islamique. À cet égard, il est intéressant de noter que durant la période d'occupation du Nord-Mali, AQMI a démontré une réelle réflexion politique et sociale dans l'administration des grandes villes de la région. En assurant un certain nombre de services auprès des populations locales, les leaders d'AQMI souhaitaient ainsi « gagner les cœurs et les esprits » et s'implanter durablement. Voir à ce sujet les témoignages d'habitants du Nord-Mali, F. Grünwald (dir.), « Études sur les zones à faible densité : Étude de cas Mali », URD, 17 avril 2014, p. 23.

37. M. Guidère, « Histoire immédiate d'AQMI avant et après l'intervention française au Mali », *op.cit.*, p. 49.

Dans les mois qui suivent, Belmokhtar, qui a établi sa base à Gao, n'aura de cesse d'afficher sa puissance en montant des opérations d'envergure sur les terres d'AQMI. Il signera en particulier avec les Signataires par le sang la spectaculaire prise d'otage menée en janvier 2013 sur le site d'exploitation gazière de Tiguentourine, proche d'In Amenas (Algérie). Il s'emploie par ailleurs à tisser des liens avec des groupes djihadistes non rattachés à AQMI, en particulier le MUJAO, dont le fief se trouve également à Gao. Fondé en 2011 par le Mauritanien Hamada Ould Mohamed Kheirou, le mouvement est issu d'une scission d'AQMI dont les origines se trouvent également dans d'importants désaccords entre Kheirou et Droukdel. Kheirou reprochait notamment à l'émir d'AQMI de réserver les postes d'importance au sein de l'organisation aux seuls Algériens et d'assurer une répartition inéquitable de l'argent issu des prises d'otage et des trafics. Partageant le même ressentiment à l'égard du commandement d'AQMI, Belmokhtar et Kheirou se rapprochent à Gao et travaillent ensemble. Les deux hommes se connaissent bien. Kheirou avait rejoint la katiba de Belmokhtar dès 2009 pour laquelle il assurait le ravitaillement en armes et s'était spécialisé dans la fabrication d'explosifs. La collaboration se concrétise dans le sang le 23 mai 2013 lorsque les Enturbannés et le MUJAO signent conjointement pour la première fois un double attentat suicide à Agadez et Arlit (Niger) contre la société française Areva et l'armée nigérienne³⁸. Cette opération est l'acte de naissance de l'alliance entre les deux organisations, officialisée trois mois plus tard par la création d'Al-Mourabitoun.

38. AFP, « Niger : Belmokhtar aurait "supervisé lui-même les attaques" », *Le Monde*, 24 mai 2013.

Le ralliement d'Al-Mourabitoun à AQMI

Al-Mourabitoun : nouvelle katiba d'AQMI ?

Fondation et objectifs

Le 22 août 2013, Belmokhtar et le Malien Abderrahmane Ould el-Amar, alias Ahmed al-Tilemsi, figure influente du MUJAO³⁹, annoncent dans un communiqué conjoint⁴⁰ diffusé par l'Agence Nouakchott Information (ANI) la fusion des Enturbannés (comprenant la section des Signataires par le sang) et d'une partie du MUJAO « au sein d'une même Jamaa dénommée Al-Mourabitoun dans la perspective de réaliser l'unité des musulmans du Nil à l'Atlantique⁴¹ ».



©Al-Ribat (19 mai 2016)

Audio de Mokhtar Belmokhtar diffusé par la fondation Al-Ribat, branche média d'Al-Mourabitoun.



©Al-Ribat (11 décembre 2014)

Photo d'Abderrahmane Ould el-Amar, alias Ahmed al-Tilemsi, diffusée par Al-Ribat lors de sa mort en décembre 2014.

39. Ahmed al-Tilemsi a été présenté selon les sources comme membre fondateur, chef militaire ou commandant d'une des principales katibas (katiba « Oussama Ben Laden ») du MUJAO. Selon le journaliste mauritanien et spécialiste des groupes djihadistes sahéliens Lemine Ould Mohamed Salem, il ne serait toutefois « ni chef, ni émir, ni commandant » mais aurait été le principal financier de l'organisation du fait de son implication dans les trafics. D. Thomson, « Ahmed al-Tilemsi : portrait d'un des principaux financiers du MUJAO », *RFI*, 11 décembre 2014.

40. Le communiqué est signé par Ahmed al-Tilemsi pour le MUJAO et non pas Mohamed Kheirou car ce dernier est à ce moment-là toujours l'émir du MUJAO dont une partie continue à exister indépendamment d'Al-Mourabitoun. Une autre raison serait tribale : Tilemsi fait partie de la tribu arabe des Lamhar alors que Kheirou appartient à la tribu berbère des Tagounanet. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

41. Communiqué de fondation d'Al-Mourabitoun, ANI, 22 août 2013.

Selon des informations diffusées par la section libyenne de l'État islamique en août 2015, le groupe aurait été créé en Libye où Belmokhtar est arrivé pour trouver refuge durant les premiers jours de janvier 2014. Contrairement à Droukdel et d'autres émirs locaux comme Abou Zeid, Belmokhtar considérait que vouloir s'opposer de front aux forces françaises était une grave erreur et a opté pour une stratégie de repli vers la Libye via le Mali puis le Niger en profitant de nombreuses complicités locales⁴². Il aurait établi dans un premier temps son sanctuaire dans le sud-ouest du pays, probablement dans la région qui relie Sebha à Ubari et Murzuq⁴³. Comme à son habitude, il y aurait noué de forts liens locaux et se serait marié avec une femme d'une famille influente de la région. Les informations communiquées par l'EI en Libye mentionnent toutefois qu'Al-Mourabitoun a été fondé à Derna, ville côtière du nord-est libyen⁴⁴. Au cours de l'année 2015, Belmokhtar se serait d'ailleurs largement déplacé dans le nord du pays⁴⁵.

L'objectif affiché d'Al-Mourabitoun est de créer un mouvement d'envergure continental « qui regroupe tous les moudjahidines⁴⁶ et musulmans d'Afrique⁴⁷ ». Cette ambition se retrouve dans le nom exact avec lequel l'organisation signe ses communiqués : « Al-Mourabitoun-Al-Qaïda pour le djihad en Afrique.⁴⁸ » À travers ce nouveau groupe, MBM poursuit ainsi l'objectif d'élargir la zone d'action traditionnelle d'AQMI dont l'appellation reste attachée à la région du « Maghreb ». Par ailleurs, la création d'Al-Mourabitoun est présentée dans le communiqué de fondation comme « une question de survie » de la mouvance djihadiste dont les troupes sont décrites comme étant éparpillées et les opérations trop mineures⁴⁹. Le communiqué appelle ainsi « toutes les organisations islamiques » à s'entraider pour « contrecarrer les forces laïques qui s'érigent contre tout projet islamique » et menace de s'attaquer spécifiquement aux intérêts français⁵⁰. Sur le plan idéologique, Al-

42. Selon plusieurs témoignages, Belmokhtar aurait été identifié à plusieurs reprises par les forces de sécurité malienne et nigérienne au cours de sa cavale vers la Libye. Celles-ci n'auraient toutefois rien fait pour l'empêcher de poursuivre sa route. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Nouakchott, août 2016.

43. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Bamako, octobre 2016.

44. « L'EI lance un avis de recherche contre Mokhtar Belmokhtar », *RFI*, 23 août 2015.

45. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Bamako, octobre 2016.

46. Littéralement « ceux qui font le djihad ».

47. Communiqué de fondation d'Al-Mourabitoun, *op. cit.*

48. Le communiqué du 21 juillet 2015 mentionnant pour la première fois le nom « Al-Mourabitoun-Al-Qaïda pour le djihad en Afrique de l'Ouest » a par la suite été révisé et le nom remplacé par « Al-Mourabitoun-Al-Qaïda pour le djihad en Afrique » dans les communiqués suivants. Entretien avec Lemine Ould Mohammed Salem, août 2016, Paris.

49. Communiqué de fondation d'Al-Mourabitoun, *op. cit.*

50. *Ibid.*

Mourabitoun affirme s'inspirer de la doctrine d'Al-Qaïda et des Talibans dont l'action des leaders respectifs, Ayman Al-Zawahiri et Mohammad Omar (plus connu sous le nom de mollah Omar), est saluée⁵¹.

Le nom de l'organisation est fondamental dans la compréhension des objectifs du groupe. « Al-Mourabitoun » renvoie à la dynastie berbère des Almoravides qui régna entre le XI^e et le XII^e siècle (1040-1147) sur un empire allant de l'ouest du Sahara et du Maghreb jusqu'au sud de la péninsule ibérique. Les Almoravides ont donc concrétisé il y a plusieurs siècles le vieux rêve de Belmokhtar : unifier les musulmans du Sahel et du Maghreb dans un même ensemble à partir d'une conquête partant du Sud (Sahel) vers le nord (Maghreb). Selon le communiqué de fondation, Al-Mourabitoun a ainsi pour vocation de « faire revivre la mémoire et le symbole de l'unité et de la puissance perdue » et « se prévaloir du grand destin de l'État des Almoravides dont les symboles étaient la science et le djihad »⁵². La création du groupe ne peut ainsi être perçue comme la simple manifestation d'une guerre de leadership ni celle d'un nouveau fanatisme local. Au-delà d'un effet d'annonce plutôt réussi au sein des réseaux djihadistes, la fondation d'Al-Mourabitoun répond à un projet politique et idéologique d'ambition continentale, réfléchi⁵³ et à l'ancrage historique.

Structure organisationnelle et effectifs

Comme de nombreux autres groupes djihadistes, Al-Mourabitoun est structuré autour d'un Conseil consultatif, une « Choura » (littéralement « consultation »), au sein de laquelle siègent plusieurs cadres du mouvement qui prennent les décisions de manière collégiale. Ce Conseil serait constitué d'une dizaine de membres dont les émirs et vice-émirs des Enturbannés (deux Algériens), des Signataires par le sang (un Algérien et un Nigérien) et du MUJAO (un Malien et un Mauritanien). À ces six personnes, s'ajouteraient quelques conseillers (militaire, juridique, communication etc.)⁵⁴. Dans le communiqué de fondation, Belmokhtar et Tilemsi affirment avoir cédé la direction de l'organisation à une « autre personnalité » sans en indiquer le nom⁵⁵. En mai 2014, suite à l'élimination

51. *Ibid.* Belmokhtar renouvellera par la suite à plusieurs reprises son allégeance à Al-Qaïda centrale et son leader Ayman Al-Zawahiri.

52. Communiqué de fondation d'Al-Mourabitoun, *op. cit.*

53. La référence à la dynastie des Almoravides par Belmokhtar n'est pas nouvelle. Elle apparaît en effet régulièrement dans ses rares interventions depuis la création d'AQMI au milieu des années 2000.

54. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

55. Communiqué de fondation d'Al-Mourabitoun, *op. cit.*

par les forces françaises d'Abou Bakr Al-Nasr⁵⁶, ce dernier a été présenté par certains médias comme l'émir désigné d'Al-Mourabitoun lors de la fondation du groupe. S'il est avéré qu'Al-Nasr a été un haut cadre du mouvement, il n'existe cependant aucun communiqué officiel l'ayant promu comme émir. En réalité, bien qu'ils l'aient effectivement annoncé, Belmokhtar et Tilemsi n'auraient donné la direction du groupe à personne. Les deux hommes étaient dans une phase transitoire et auraient avant tout voulu éviter un conflit de leadership. La mort de Tilemsi en décembre 2014 règlera ce problème et ouvrira la voie à l'officialisation de Belmokhtar comme émir⁵⁷.

Cette annonce a été faite dans le contexte d'une crise de leadership au sein de l'organisation. Le 13 mai 2015, Lehbib Ould Ali Ould Saïd Ould Joumani (plus connu sous son nom de guerre d'Adnane Abou Walid Al-Sahraoui), ancien cadre et porte-parole du MUJAO, se présente dans un enregistrement audio comme l'émir d'Al-Mourabitoun et annonce le ralliement du groupe à l'État islamique⁵⁸. Il est intéressant de noter que l'allégeance d'Al-Sahraoui à l'EI est intervenue quelques mois après une rencontre qui aurait eu lieu entre la fin d'année 2014 et le début 2015 entre MBM et le chef de l'EI en Libye. Ce dernier aurait voulu négocier avec Belmokhtar un accord pour ouvrir à l'EI les portes du Sahel ; une proposition qu'aurait rejetée Belmokhtar. Aucun communiqué ni preuve tangible ne sont venus attester de la réalité de cette rencontre, qui relève davantage de rumeurs ayant circulé sur les réseaux djihadistes. Toutefois, il est envisageable que si une telle rencontre avait effectivement eu lieu, la création d'une branche dissidente pro-EI au sein d'Al-Mourabitoun ait un lien avec celle-ci et le refus opposé par MBM⁵⁹. Deux jours après l'annonce d'Al-Sahraoui, le 15 mai, Belmokhtar dément l'information qui « ne respecte pas les conditions et règles de la Choura » et par conséquent « n'engage pas le groupe ». Il renouvelle par la même occasion son allégeance au leader d'Al-Qaïda Ayman Al-Zawahiri⁶⁰. La confrontation entre les deux hommes ne prend fin que lorsqu'un nouveau communiqué d'Al-Mourabitoun, en date du 21 juillet 2015, annonce la destitution d'Al-Sahraoui et l'élection de Belmokhtar par les membres de la Choura comme

56. Cet expert en armement d'origine égyptienne aurait été recruté par Belmokhtar à Benghazi pour son expérience internationale (notamment en Afghanistan) et ses liens privilégiés avec Al-Zawahiri. C. Muratet, « Mali : qui sont les nouveaux chefs des katibas djihadistes ? », *RFI*, 14 mai 2014.

57. Entretien Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

58. « Le groupe Al-Mourabitoun prête allégeance à l'État islamique », *Alakhbar*, 13 mai 2015.

59. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Nouakchott, septembre 2016.

60. « Belmokhtar dément l'allégeance du groupe Al-Mourabitoun à l'État islamique », *Alakhbar*, 15 mai 2015.

émir⁶¹. Afin sans doute de dissiper les confusions après la création d'un groupe du même nom dans le Sinaï (Egypte) et de clarifier son appartenance à Al-Qaïda, Al-Mourabitoun adopte pour la première fois dans ce même communiqué le nom « Al-Mourabitoun-Al-Qaïda pour le djihad en Afrique de l'Ouest »⁶² (cette appellation sera remplacée par « Al-Mourabitoun-Al-Qaïda pour le djihad en Afrique » dans les communiqués suivants).

L'État islamique dans le Grand Sahara



© Al Jazeera (mai 2015)

Capture vidéo de Lehbib Ould Ali Ould Saïd Ould Joumani, alias Adnane Abou Walid al-Sahraoui, lors de son allégeance à l'État islamique.

Le mouvement dissident mené par Al-Sahraoui a pris le nom en 2016 d'« État islamique dans le Grand Sahara » (EIGS). Il ne représenterait en septembre 2016 que peu de combattants actifs (probablement quelques dizaines, sans compter les sympathisants), essentiellement des Maliens de la région de Gao⁶³. Il reste pour l'heure encore assez isolé sur une scène régionale sahélienne dominée par Al-Qaïda, et ferait l'objet d'une hostilité de la part d'autres groupes, dont les hommes restés fidèles à Belmokhtar⁶⁴.

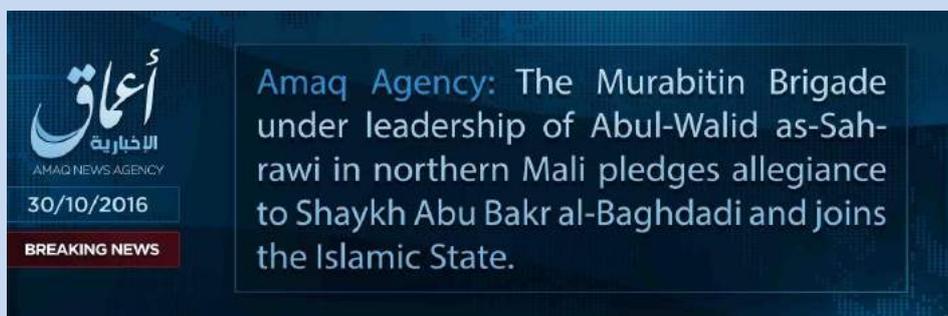
61. Communiqué officiel d'Al-Mourabitoun, 13 août 2015.

62. *Ibid.*

63. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Nouakchott, septembre 2016.

64. En juin 2015, Al-Sahraoui aurait perdu plusieurs de ses hommes et aurait lui-même été blessé lors d'affrontements avec des mouvements liés à Al-Qaïda, probablement des combattants restés

Probablement du fait du manque d'importance du mouvement à ses débuts⁶⁵, ce n'est que le 30 octobre 2016 que l'EI a fini par diffuser un message, *via* son agence officielle de propagande Amaq, confirmant l'allégeance faite un an et demi plus tôt par Al-Sahraoui.



© Amaq (30 octobre 2016)

Communiqué diffusé par l'agence Amaq, organe de propagande de l'EI, confirmant l'allégeance d'Adnane Abou Walid al-Sahraoui.

Cette reconnaissance tardive pourrait s'expliquer par le changement de contexte intervenu au cours des derniers mois. L'EI mis à mal en Libye ainsi que sur le front syro-irakien et Boko Haram en perte de vitesse, la reconnaissance officielle d'une branche de l'EI au Sahel permettrait à Al-Baghdadi de redynamiser l'influence africaine du groupe et de s'ouvrir les portes du Sahel. De plus, l'EIGS a su faire ses preuves en multipliant les attaques au Burkina Faso et au Niger, essentiellement depuis la fin de l'été 2016. Si la première opération du groupe a été l'enlèvement d'un ressortissant roumain au nord du Burkina Faso (Tambao) en avril 2015⁶⁶, ce n'est que le 3 septembre 2016, soit un an et demi après sa création, que l'EIGS a revendiqué auprès d'Alakhbar (faute de pouvoir utiliser à ce moment les canaux de communication de l'EI) sa première attaque armée contre un poste de douane à Markoye (Burkina Faso)⁶⁷. Un mois plus tard, le 12 octobre, le mouvement a réitéré le même type d'offensive cette fois-ci contre un poste militaire à Intangom (Burkina Faso)⁶⁸. Puis, le 17 octobre, c'est la prison de Koutoukalé (environ 50 km de Niamey) où de nombreux djihadistes sont retenus, qui a fait l'objet d'une offensive revendiquée par le groupe d'Al-Sahraoui.

fidèles à Belmokhtar, dans la région de Gao. M. Aziz, « Mali : l'émir d'Al-Mourabitoun gravement blessé dans des affrontements », *El Watan*, 17 juin 2015.

65. « L'État islamique dans le grand Sahara : une province méprisée par Al-Baghdadi », *Veilleurs*, 8 septembre 2015.

66. « Le groupe jihadiste Al-Mourabitoun affirme détenir un Rroumain enlevé au Burkina Faso en avril », *Mali Actu*, 19 mai 2015.

67. « L'organisation État islamique revendique sa première attaque en Afrique », *Alakhbar*, 3 septembre 2016.

68. « L'État islamique revendique l'attaque contre l'armée burkinabé », *Alakhbar*, 14 octobre 2016.

La reconnaissance officielle du groupe par l'EI est à même de donner une visibilité accrue à l'EIGS qui pourrait devenir une destination prisée des candidats sahéliens au djihad. Par ailleurs, il est possible que le mouvement soit renforcé au cours des prochains mois par l'arrivée de combattants de l'État islamique fuyant la Libye. Pour l'heure, Al-Sahraoui s'emploierait, assez logiquement, à mobiliser des combattants de son ancienne organisation, le MUJAO, sous sa bannière⁶⁹.

Au niveau organisationnel, Al-Mourabitoun (la branche de Belmokhtar fidèle à Al-Qaïda) se déclinerait autour d'une branche malienne, dont Tilemsi a assuré la direction jusqu'à son élimination en décembre 2014 puis reprise par Al-Sahraoui jusqu'à sa destitution⁷⁰, et une branche libyenne autour de Belmokhtar. La situation qui prévaut aujourd'hui serait toutefois davantage celle d'un commandement essentiellement basé en Libye⁷¹ avec MBM et des combattants éparpillés par petites cellules dans plusieurs pays sahéliens ainsi que certains pays côtiers d'Afrique de l'Ouest⁷². Les communications entre le commandement et les effectifs sont assurées, entre autres, par l'envoi d'émissaires ou l'utilisation de certains réseaux sociaux comme l'application de messagerie sécurisée Telegram⁷³.

Les combattants évoluent de l'est de la Mauritanie jusqu'au nord du Tchad et particulièrement au Nord-Mali, de la région de Timétrine (sud de Tessalit) à la vallée du Tilemsi jusqu'à Ansongo (sud de Gao)⁷⁴. Plusieurs petites sections (environ trois à quatre d'une dizaine de combattants chacune) se déplaceraient également au niveau de la zone frontalière entre la Libye et le Niger⁷⁵.

69. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Dakar, octobre 2016.

70. Entretien avec Ibrahim Maïga, chercheur, Institute for Security Studies (ISS), août 2016, Dakar.

71. Possiblement au sud du pays dans la province du Fezzan même si d'autres informations font référence aux régions du nord. À cet égard, il est difficile d'avoir une idée précise car les combattants, comme les membres du commandement, se déplacent régulièrement. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Bamako, septembre 2016.

72. Entretien avec Lemine Ould Mohamed Salem, journaliste spécialiste des groupes armés djihadistes au Sahel, août 2016, Paris.

73. *Ibid.*

74. Entretien avec Philippe Migaux, professeur à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris, juillet 2016, Paris.

75. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, octobre 2016, Nouakchott.

Al-Mourabitoun dispose par ailleurs de connexions avec certains autres groupes djihadistes de la région dont Ansar Dine⁷⁶ et notamment sa katiba Macina⁷⁷ au Mali, les sections libyenne et tunisienne d'Ansar al-Charia (« Les partisans de la Charia »), ainsi qu'Ansaru⁷⁸ au Nigeria. Les relations du groupe s'étendraient jusqu'en Egypte avec une organisation pro-Al-Qaïda revendiquant depuis août 2015 le même nom d'Al-Mourabitoun dans ses communiqués⁷⁹. Ces liens, s'ils peuvent s'exprimer épisodiquement avec certains groupes par des transferts de combattants et un appui logistique ou de formation (l'intervention militaire ayant largement déstructuré ces échanges), seraient avant tout idéologiques⁸⁰.

Les effectifs sont composés majoritairement de Touaregs et d'Africains noirs alors que les Arabes sont minoritaires. Ils sont pour la plupart Maliens (notamment des Peuls des régions de Mopti et Gao) mais on trouve aussi des Nigériens, Sénégalais, Burkinabés ainsi que quelques Mauritaniens. Le mouvement compte également parmi ses cadres des Algériens et des Tunisiens⁸¹. Il est très difficile, pour ne pas dire impossible, d'établir avec précision les effectifs de l'organisation. La mention de « brigade » dans le communiqué de fondation indique généralement au moins entre 50 et 100 hommes. Ce communiqué ayant été bien relayé dans toute la sous-région, il est probable que les effectifs aient pu augmenter assez rapidement pour atteindre jusqu'à 200 hommes. D'après un proche de MBM interrogé à la prison de Niamey fin 2014, les effectifs du groupe à cette date étaient de 250 à 300 individus⁸². À la fin du

76. Iyad Ag Ghali aurait toujours eu un représentant de son groupe au sein de la Choura d'Al-Mourabitoun. Entretien Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

77. Une potentielle connexion d'Al-Mourabitoun avec le Front de libération du Macina avait été mis en évidence lors de l'attaque de l'hôtel Byblos à Sévaré (région de Mopti) le 7 août 2015. L'attaque avait été revendiquée à la fois par Al-Mourabitoun dans un communiqué diffusé par Al-Jazzera et par Souleyman Mohamed Kennen, un proche d'Amadou Koufa, chef du FLM. Souleyman Mohamed Kennen, par ailleurs ancien combattant d'Al-Mourabitoun, avait ainsi déclaré à l'AFP qu'Amadou Koufa avait donné sa « bénédiction » pour l'attaque. La proximité de Kennen avec les deux groupes ainsi que la confusion autour de la double revendication pourraient indiquer l'existence de passerelles entre Al-Mourabitoun et le FLM.

78. Ansaru, de son nom exact « Ansarul Muslimina Fi Biladi Sudan » (« L'Avant-garde pour la protection des musulmans en Afrique noire ») est une branche dissidente de Boko Haram créée en 2012. Khalid al-Barnawi, leader d'Ansaru, est proche de la doctrine d'Al-Qaïda. Il connaîtrait Belmokhtar depuis 2005 et aurait participé à l'attaque contre la caserne de l'armée mauritanienne de Lemgheity la même année. L'armée nigérienne a annoncé l'avoir arrêté le 1^{er} avril 2016 à Lokoja, capitale de l'État de Kogi. Entretien avec Antonin Tisseron, juillet 2016, Paris.

79. Si aucun lien formel n'a pour l'heure été établi entre le groupe de MBM et les Mourabitoun d'Égypte, l'appel lancé en mai 2016 par Belmokhtar pour la première fois à l'Égypte a relancé le débat sur la nature des relations avec l'organisation égyptienne.

80. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

81. *Ibid.*

82. Entretien avec David Izadifar, expert international en financement du terrorisme, Nouakchott, octobre 2016.

premier trimestre 2015, le journaliste Lemine Ould M. Salem, estimait les effectifs entre 500 et 600 hommes⁸³. Le groupe compterait toutefois aujourd'hui entre 200 et 250 hommes, dont seulement une cinquantaine de combattants actifs⁸⁴. Ceux-ci seraient répartis entre une et deux petites cellules de quelques hommes dans plusieurs pays sahéliens, y compris des pays côtiers comme la Côte d'Ivoire. Elles effectueraient plusieurs types de missions dont du renseignement, des activités de propagande, de l'entraînement et la préparation d'opérations⁸⁵. Le faible nombre de combattants actifs ne signifie pas nécessairement un affaiblissement du mouvement. Il correspond davantage aux réalités d'une stratégie de guerre asymétrique qui ne nécessite pas un grand nombre de combattants actifs mais quelques-uns bien répartis dans plusieurs cellules.

Financement

Depuis le début de l'intervention militaire franco-africaine en 2013, ce qui constituait probablement la principale source de financement des katibas d'AQMI, les rançons issues des prises d'otage⁸⁶, n'existe plus ou quasiment plus. Si quelques rares enlèvements ont été menés depuis 2013⁸⁷, la situation n'a rien de comparable avec celle qui prévalait avant l'intervention française. Deux rapt ont été officiellement revendiqués par Al-Mourabitoun depuis sa création. Le premier est celui d'un ressortissant roumain enlevé au nord du Burkina Faso (Tambao) en avril 2015 par la branche dissidente d'Al-Sahraoui et aujourd'hui toujours en captivité⁸⁸. Le second est l'enlèvement d'un couple d'Australiens, également au nord du Burkina Faso (Djibo) en janvier 2016, par la branche de Belmokhtar. Dans un communiqué audio, Al-Mourabitoun affirme avoir enlevé les deux Australiens, Eliot Arthur et son épouse Joséphine Kenneth, afin de les échanger contre des djihadistes emprisonnés dans la région. Joséphine

83. « Belmokhtar peut frapper dans n'importe quelle capitale africaine », *Le Progrès*, 9 mars 2015.

84. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Nouakchott, octobre 2016.

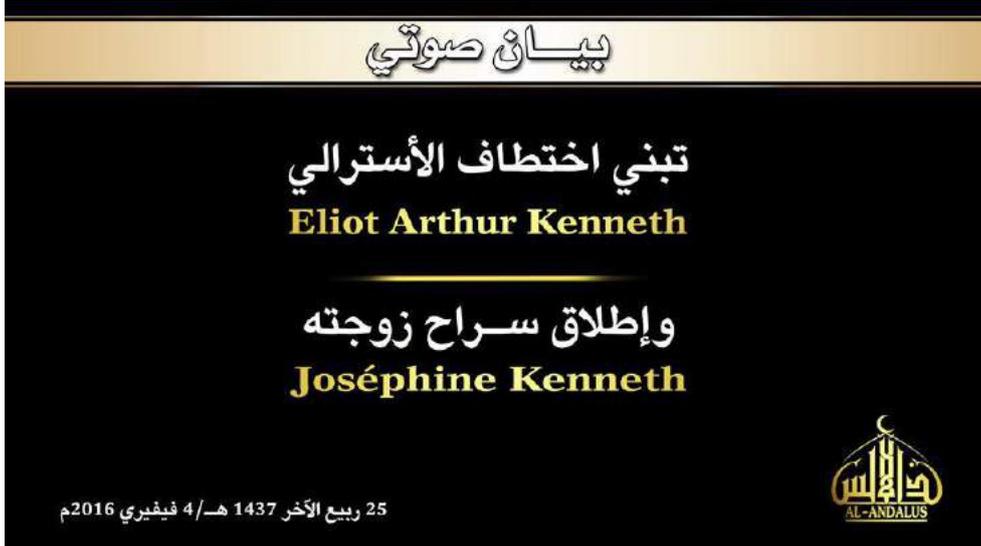
85. *Ibid.*

86. Entre 2008 et 2012, ce serait entre 80 et 120 millions de dollars (USD) qui auraient été payés à AQMI sous la forme de rançons pour les libérations d'otage. Une enquête du *New York Times* publiée en juillet 2014 avance le chiffre de 91,5 millions d'USD. R. Callimachi, « Paying Ransoms, Europe Bankrolls Qaeda Terror », *The New York Times*, 29 juillet 2014.

87. Concernant les prises d'otages menées par AQMI depuis 2013, voir la note de bas de page n° 25.

88. Les dernières nouvelles de l'otage Lulian Ghergut rendues publiques datent de la fin août 2015 lors de la diffusion d'une vidéo montrant le ressortissant roumain appelant la société de gardiennage pour laquelle il travaillait (Pan Africa Mineral) et les gouvernements roumain et burkinabé à négocier sa libération.

Kenneth aurait été relâchée peu après son enlèvement sans contrepartie alors que son mari demeure en captivité.



© Al-Andalus (5 février 2016)

Audio d'Al-Mourabitoun diffusé par Al-Andalus, branche média d'AQMI, revendiquant l'enlèvement d'un couple d'Australiens au nord du Burkina Faso.

Si aucune prise d'otage récente n'a donc pu alimenter de façon substantielle les revenus d'Al-Mourabitoun, il est en outre peu probable que le groupe ait conservé des financements importants issus des prises d'otage passées du MUJAO et des Enturbannés⁸⁹.

Une autre source de financement d'AQMI et de ses affiliés qui a été largement avancée ces dernières années par divers acteurs est le trafic de stupéfiants, dont celui de la cocaïne. Il convient cependant de rester prudent sur cette connexion, qui, si elle a beaucoup été argumentée dans divers discours et publications, a rarement été documentée sur la base de preuves tangibles⁹⁰. L'affaire « Air Cocaïne » de 2009 au nord de Gao ainsi que l'implication de figures notables du MUJAO dans ce genre de trafics ont contribué à répandre deux idées erronées : la place centrale de la route terrestre sahélo-saharienne (notamment *via* le Nord-Mali) dans le trafic transnational de cocaïne d'une part ; l'implication massive et généralisée des groupes armés djihadistes dans ces trafics d'autre part. S'il ne s'agit pas de nier l'existence de liens entre certains groupes, dont AQMI, et le trafic

89. Le MUJAO aurait notamment perçu une rançon de 15 millions d'euros en août 2012 en échange de la libération de trois otages espagnols et italiens. S. Daniel, *Les mafias du Mali : trafics et terrorisme au Sahel*, Paris, Descartes & Cie, 2014, p. 307.

90. W. Lacher, « Le mythe narcoterroriste au Sahel », Document de référence de la Commission ouest-africaine sur l'impact du trafic de drogue sur la gouvernance, la sécurité et le développement en Afrique de l'Ouest (WACD) n° 4, 2013.

de stupéfiants⁹¹, il importe cependant de ne pas les surestimer. Il est également nécessaire d'opérer des distinctions claires entre les groupes ainsi qu'au sein d'entre eux entre les différentes katibas, sections, jusqu'aux individus participants à ces trafics. De manière générale, il demeure très peu probable que le trafic de drogue ait constitué une source de financement de premier plan d'AQMI et d'Al-Mourabitoun, même s'il a pu alimenter, parfois de façon substantielle, les revenus de certains groupes comme le MUJAO.

Surnommé « Mr Marlboro » par les services algériens, Belmokhtar a régulièrement été présenté comme un grand narco-djihadiste trempant dans divers trafics, dont ceux des cigarettes et des stupéfiants. Des accusations qui ont toujours été niées par l'intéressé⁹². Selon l'enquête menée par Lemine Ould Mohamed Salem, et à en croire les déclarations de plusieurs responsables sahéliens l'ayant fréquenté, si Belmokhtar a effectivement été impliqué dans divers trafics – comme la contrebande de produits subventionnés en Algérie (denrées alimentaires de base, médicaments, carburant, etc.) revendus au marché noir dans les pays sahéliens ou utilisés comme monnaie d'échange⁹³ – il n'est pas le grand trafiquant de drogues décrit par certains⁹⁴. L'homme serait avant tout un « islamiste pur et dur » qui considère ces trafics comme « haram » (interdit par l'islam)⁹⁵.

D'ailleurs, lors de la fusion de sa brigade avec les hommes du MUJAO (dont certaines personnalités sont notoirement connues pour leur implication dans le trafic de stupéfiants), Belmokhtar aurait exigé de chacun des membres du nouveau groupe qu'il fasse son repentir (« Tawba ») et s'engage à ne plus se compromettre dans ce genre

91. The Financial Action Task Force (FATF), The Inter-Governmental Action Group against Money Laundering in West Africa (GIABA), The Task Force on Money Laundering in Central Africa (Groupe d'Action contre le blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC), « Terrorist Financing in West and Central Africa », FATF, Paris, octobre 2016, p. 19-21.

92. Belmokhtar avait notamment nié ces accusations dans une de ses rares interviews accordée en 2006 à la revue en ligne du GSCP : « Ce sont des techniques que maîtrisent très bien les médias complices, pour tenir l'image de tout djihadiste sincère, et pour changer l'image des djihadistes auprès des gens, pour qu'ils les prennent pour des coupeurs de routes ou des trafiquants de drogue... nous tenons à clamer notre innocence de toutes ces accusations. » L. Ould Mohamed Salem, *Le Ben Laden du Sahara : sur les traces du djihadiste Mokhtar Belmokhtar*, Paris, Éditions de la Martinière, 2014, p. 66.

93. Ces activités de troc sont courantes. Il existe par exemple des preuves démontrant l'implication du groupe de Belmokhtar dans l'échange de cigarettes qu'il fournissait contre des armes auprès de contrebandiers ou de milices locales libyennes. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

94. L. Ould Mohamed Salem, *Le Ben Laden du Sahara : sur les traces du djihadiste Mokhtar Belmokhtar*, op. cit., p. 45.

95. *Ibid.* p. 47.

d'activité⁹⁶. La plupart des anciens grands trafiquants du MUJAO ayant intégré Al-Mourabitoun se seraient ainsi rangés, certains pour protéger leurs affaires⁹⁷. S'il est donc peu probable qu'Al-Mourabitoun tire une partie conséquente de ses financements du trafic de drogue, le groupe bénéficierait toutefois plus indirectement de ces trafics en jouant un rôle de passeur ou de protection de différentes formes de cargaisons traversant la zone, dont certaines pouvant contenir des stupéfiants⁹⁸.

Depuis 2013, et surtout depuis 2014, les financements auraient principalement deux origines, démontrant une certaine évolution du modèle économique du groupe. Tout d'abord, selon les déclarations de plusieurs combattants d'Al-Mourabitoun interrogés au sein de prisons sahéniennes (dont certains particulièrement proches de MBM) la partie la plus importante des fonds proviendrait de dons privés originaires du Moyen-Orient. Ces fonds passeraient d'une part par une voie relativement officielle – à travers des organisations humanitaires, des fondations religieuses ou encore le financement de mosquées – et par une voie plus officieuse d'autre part, via un réseau de commerçants sahéniens qui ferait transiter les fonds depuis la région d'origine du donateur jusqu'à la destination finale⁹⁹. Dans les deux cas, les mécanismes sont d'ordre privés, indirects et passent par de nombreux intermédiaires. Ils sont en conséquence particulièrement difficiles à tracer.

Ensuite, une partie des fonds proviendrait de Libye à travers l'implication du mouvement dans divers trafics locaux ou encore des actions de protection et de sécurisation d'infrastructures pétrolières effectuées pour le compte de milices libyennes¹⁰⁰. Selon un récent rapport de l'opération navale européenne Sophia, rédigé par son commandant le vice-amiral Enrico Credendino, le trafic de migrants au départ du littoral libyen générerait des profits annuels entre 275 et 325 millions d'euros. Si aucune mention spécifique à Al-Mourabitoun n'est faite, il est précisé qu'AQMI bénéficierait financièrement de ces trafics (dont les connexions

96. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

97. Entretien Lemine Ould Mohamed Salem, août 2016, Paris.

98. FATF, GIABA, GABAC, « Terrorist Financing in West and Central Africa », FATF, Paris, octobre 2016, p. 21.

99. Entretien avec David Izadifar, expert international en financement du terrorisme, Nouakchott, octobre 2016.

100. À Ubari, des combattants de la brigade 315 seraient également impliqués dans ces activités de protection d'infrastructures pétrolières. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Bamako, septembre 2016.

remontent jusqu'aux pays sahéliens) avec la complicité d'une tribu touareg implantée dans le sud-ouest de la Libye¹⁰¹.

Mode opératoire et principaux faits d'armes

À l'instar d'Al-Qaïda, Al-Mourabitoun a recours aux attentats-suicides, prises d'otage et assassinats ciblés contre les intérêts occidentaux, et notamment français¹⁰², ainsi que leurs alliés dans la région. Son arsenal militaire provient en partie des stocks des armées nationales (principalement du Mali) à travers l'attaque de patrouilles, convois, casernes ou par le fait de pratiques de corruption, et surtout des armes récupérées en Libye suite à l'éclatement de la guerre civile dans le pays en 2011¹⁰³. Depuis, profitant du réseau de Belmokhtar en Libye, Al-Mourabitoun aurait entretenu des activités de contrebande auprès de diverses milices libyennes ayant pris le contrôle des dépôts d'armement¹⁰⁴.

Le premier fait d'arme majeur date de mars 2015 lorsque le groupe commet, pour la première fois depuis le début de l'intervention française, un attentat au cœur de la capitale Bamako¹⁰⁵. Puis, en août de la même année, Al-Mourabitoun revendique l'attaque de l'hôtel Byblos de Sévaré (région de Mopti) où résidait du personnel de la MINUSMA¹⁰⁶. À l'instar des forces françaises, la mission onusienne au Mali est particulièrement

101. The Associated Press, « EU: Libya's Cities Making \$346 M a Year From People Smuggling », 1^{er} décembre, 2016.

102. Les forces françaises du dispositif Barkhane sont particulièrement visées. En juillet 2014, Al-Mourabitoun a notamment revendiqué une attaque-suicide au nord de Gao au cours de laquelle un soldat français a été tué. « Nord du Mali : Al-Mourabitoun revendique l'attaque suicide contre l'armée française », *Alakhbar*, 17 juillet 2014.

103. Les armes qui ont été récupérées en Libye sont, entre autres, des mitrailleuses lourdes, des lance-roquettes antichars RPG-7, des détonateurs, des munitions en tout genre ainsi que plusieurs centaines de kilos d'explosifs SEMTEX. Un type d'arme en particulier, ayant fait l'objet d'un trafic entre la Libye et le Sahel, a inquiété tout particulièrement : les missiles sol-air à très courte portée (SATCP). Généralement de conception russe, ce sont des armes facilement transportables par un seul homme, ne produisant que de très faibles signaux détectables et capables de menacer des avions et hélicoptères évoluant à basse altitude (notamment durant les phases de décollage et d'atterrissage). Rapport d'information n° 4431 de l'Assemblée Nationale française (Commission des Affaires Étrangères), « La situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne », 6 mars 2012, p. 31.

104. Belmokhtar dit à cet égard que « les frères libyens ont toujours été généreux » avec lui. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

105. « Une revendication pour l'attaque de Bamako : le groupe Al-Mourabitoun », *RFI*, 8 mars 2015.

106. Cette attaque avait également été revendiquée le même jour par Souleyman Mohamed Kennen, un proche d'Amadou Koufa, chef du Front de Libération du Macina (FLM), conduisant à une confusion sur l'identité des assaillants. Pour plus d'informations sur cette double revendication, voir la note de bas de page n° 77.

prise pour cible¹⁰⁷. Mais Al-Mourabitoun s'illustrera surtout par trois attaques d'envergure, menées en collaboration avec AQMI, touchant à quelques semaines d'intervalle trois capitales ouest-africaines : la prise d'otage du Radisson Blu de Bamako (20 novembre 2015), les attentats contre le restaurant Capuccino et l'hôtel Splendid de Ouagadougou (15 janvier 2016) et la fusillade intervenue à la station balnéaire de Grand Bassam à proximité d'Abidjan (13 mars 2016). Chacun de ces attentats a été marqué par un mode opératoire semblable : l'attaque est conduite par un commando de deux à quatre hommes, d'origine africaine et souvent très jeunes, armés de fusils d'assaut de type AK et de modèle 56-1¹⁰⁸.



© Al-Ribat (7 décembre 2015)

Photo des deux assaillants de l'hôtel Radisson Blu de Bamako diffusée par la fondation Al-Ribat, branche media d'Al-Mourabitoun.

Les lieux visés sont des cibles dites « molles » accueillant un grand nombre d'expatriés occidentaux. À Ouagadougou et Grand Bassam, AQMI dit également avoir ciblé des repaires des services occidentaux en Afrique de l'Ouest où s'organisent « la guerre contre l'islam et la spoliation des richesses de l'Afrique¹⁰⁹ ».

107. En juin 2016, des combattants d'Al-Mourabitoun ont exécuté un double attentat à Gao contre la MINUSMA dont un à la voiture piégée contre la base de la mission.

108. Conflict Armament Research, « Enquêtes sur les transferts d'armes transfrontaliers dans le Sahel », novembre 2016, Londres, p. 39.

109. Communiqués officiels d'AQMI revendiquant les attentats de Ouagadougou et Grand-Bassam.

Ces trois attaques successives illustrent l'intégration progressive d'Al-Mourabitoun au sein d'AQMI. En effet, le processus d'assimilation d'une brigade est généralement marqué par une gradation opérationnelle dans la collaboration et les actions qui sont mises en place¹¹⁰. L'analyse des communiqués de revendication est à cet égard intéressante. L'attentat du Radisson Blu a d'abord été revendiqué par Al-Mourabitoun qui indique toutefois avoir conduit l'opération « en lien avec AQMI »¹¹¹. Cette attaque revêt une importance particulière puisqu'elle est la première démonstration opérationnelle de grande ampleur de la collaboration entre les deux organisations. Droukdel déclarera ainsi seulement deux semaines plus tard, dans un enregistrement audio revendiquant également l'attentat, que l'alliance « s'est concrétisée lorsque deux martyrs ont signé par le sang cette unité en attaquant l'hôtel Radisson »¹¹². Les attentats de Ouagadougou ont quant à eux été revendiqués d'abord par un court communiqué d'Al-Mourabitoun le jour même¹¹³ puis par un texte beaucoup plus détaillé d'AQMI deux jours plus tard. Il est intéressant de constater que le communiqué d'AQMI ne fait pas référence à Al-Mourabitoun¹¹⁴. Sans pour autant nier l'implication du groupe de Belmokhtar, il semble ainsi qu'AQMI prenne davantage que pour Bamako le leadership de la revendication des attentats.



© Al-Andalus (17 janvier 2016)

Photo des trois assaillants des attentats de Ouagadougou, diffusée par AQMI dans son communiqué de revendication.

110. La première étape correspond généralement à un simple échange de renseignements. Ensuite, le renforcement de la collaboration peut se traduire par l'échange de troupes ou de matériels. Enfin, l'aboutissement du processus d'intégration coïncide avec une planification conjointe et la conduite d'opérations en commun.

111. « Seules deux personnes ont mené la prise d'otages à Bamako », *Alakhbar*, 22 novembre 2015.

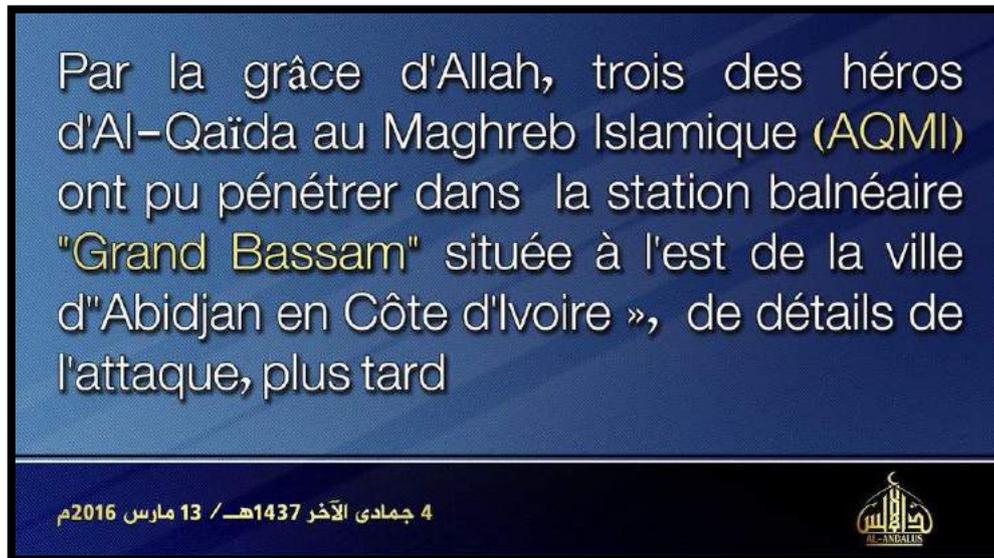
112. Message audio d'Abdelmalek Droukdel, 4 décembre 2015.

Les deux assaillants de l'attentat du Radisson Blu de Bamako étaient issus respectivement des rangs d'AQMI et d'Al-Mourabitoun. Interview de Djamel Okacha, *Alakhbar*, 10 janvier 2016.

113. Communiqué officiel d'Al-Mourabitoun revendiquant l'attentat de Ouagadougou, 15 janvier 2016.

114. Communiqué officiel d'AQMI revendiquant l'attentat de Ouagadougou, 17 janvier 2016.

Enfin, la fusillade de Grand-Bassam fera l'objet d'un communiqué d'AQMI uniquement¹¹⁵ (un premier diffusé le soir même de l'attaque puis un second plus détaillé le lendemain), qui ne manquera toutefois pas de diffuser les photos des assaillants en précisant qu'ils étaient d'Al-Mourabitoun.



© Al-Andalus (13 mars 2016)

Premier communiqué d'AQMI, diffusé par Al-Andalus le soir de l'attaque, revendiquant la fusillade de Grand-Bassam.

À la différence des deux premiers attentats, le fait qu'Al-Mourabitoun n'ait pas publié son propre communiqué démontre une certaine forme d'assimilation du groupe au sein d'AQMI, comme brigade interne et non plus comme une organisation détachée. D'un point de vue formel au moins, la relation entre les deux groupes a donc progressivement évolué d'une collaboration opérationnelle à une forme d'intégration.

Quelle place pour Al-Mourabitoun et son émir Belmokhtar au sein d'AQMI ?

Cette question est fondamentale en ce qu'elle détermine le niveau d'intégration, et donc d'indépendance ou de sujétion, du groupe de Belmokhtar par rapport au commandement d'AQMI. À cette question, il convient d'apporter une réponse en distinguant la place officielle d'Al-Mourabitoun et de Belmokhtar au sein d'AQMI à la réalité de fonctionnement de l'organisation. Officiellement, Al-Mourabitoun constitue aujourd'hui une brigade d'AQMI reconnue en tant que telle par

115. Communiqué officiel d'AQMI revendiquant l'attentat de Grand-Bassam, 14 mars 2016.

Droukdel¹¹⁶. Dans une interview accordée à l'agence de presse mauritanienne Alakhbar en janvier 2016, l'émir du Sahara Djamel Okacha déclare ainsi :

« Par la grâce d'Allah les efforts ont été unifiés et les rangs alignés au sein d'un seul groupe [AQMI] (...) dirigé par le bien-aimé Abou Moussab Abdelwadoud [Droukdel] ». Il ajoute par ailleurs qu'Al-Mourabitoun et AQMI ont formé un « Conseil de la Choura conjoint (...) afin de coopérer et d'étudier une stratégie commune de travail.¹¹⁷ »



© Alakhbar (10 janvier 2016)

L'émir du Sahara d'AQMI, Djamel Okacha, alias Yahia Abou el Houmâm, lors de son interview à l'agence de presse mauritanienne Alakhbar.

Formellement, Belmokhtar est donc sous la ligne de commandement de Droukdel. Ce lien hiérarchique repose notamment sur le serment d'allégeance prêté par MBM à Droukdel et accepté par ce dernier. En revanche, dans la pratique, étant donné sa personnalité, sa légitimité historique, l'étendue de ses réseaux et les capacités de son groupe, Belmokhtar conserve une quasi totale autonomie d'appréciation, de commandement et d'exécution par rapport à la ligne hiérarchique d'AQMI. Une autonomie dont n'a jamais même disposé à l'époque Abou Zeid. De plus, Droukdel aurait accordé à MBM au moment du ralliement d'Al-Mourabitoun une place de premier plan au sein du Conseil des Chefs d'AQMI. Cette nomination a pu être interprétée comme la désignation de

116. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

117. Interview de Djamel Okacha, *Alakhbar*, 10 janvier 2016.

Belmokhtar en tant que dauphin et potentiel successeur de Droukdel¹¹⁸. Toutefois, si Belmokhtar dispose d'une place au sein du Conseil depuis la création d'AQMI, il n'a jamais souhaité se rendre aux réunions ni se faire représenter¹¹⁹. Or la situation n'aurait pas changé aujourd'hui en dépit de cette nouvelle place offerte par Droukdel¹²⁰. Ainsi, si formellement Belmokhtar est redevenu un chef de brigade comme du temps des Enturbannés, dans les faits il est sans doute aujourd'hui l'émir le plus influent d'AQMI et dispose d'une capacité d'action qui n'a pas d'égale au sein de l'organisation.

Les raisons du revirement

Dans un message audio diffusé le 4 décembre 2015, l'émir Abdelmalek Droukdel annonce officiellement l'adhésion d'Al-Mourabitoun à AQMI. Il se félicite de cette union et incite les djihadistes à s'unir pour combattre la France et ses alliés dans la région comme lors de l'attaque de l'hôtel Radisson à Bamako¹²¹.



© Al-Andalus (4 décembre 2015)

Audio de l'émir d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, alias Abou Moussab Abdelouadoud, annonçant le ralliement d'Al-Mourabitoun.

118. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

119. Belmokhtar éviterait de se déplacer en Algérie pour des raisons évidentes de sécurité. D'autant plus que l'armée algérienne a multiplié les opérations de ratissage depuis la mort du guide français Hervé Gourdel, enlevé et décapité en Kabylie par les Soldats du Califat (septembre 2014). Il est en outre possible qu'il n'accorde pas la confiance nécessaire à Droukdel pour entreprendre un tel déplacement qui pourrait le mettre en position de vulnérabilité au sein de son propre camp.

120. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

121. Message audio d'Abdelmalek Droukdel, 4 décembre 2015.

Le même jour, le porte-parole d'Al-Mourabitoun, Abu Dujana al-Qasimi, confirme dans un communiqué le ralliement¹²². Belmokhtar ne s'est jamais exprimé, directement ou par la voix d'un représentant, sur les motivations du retour de son groupe au sein d'AQMI. Il est dès lors difficile d'en saisir les raisons profondes. Avant d'avancer certains éléments d'explications, il importe de souligner que la rupture entre MBM et AQMI n'a jamais été totale ni définitive. D'ailleurs, Belmokhtar lui-même aurait toujours voulu éviter une scission qui n'était pas dans son intérêt, ni celle d'Al-Qaïda et de la cause commune qui les rassemble¹²³. Si les tensions étaient telles en 2012 qu'elles ont conduites à une dissidence presque inévitable, les échanges entre Belmokhtar et Droukdel se sont en revanche toujours poursuivis. Par ailleurs, les liens humains n'ont jamais cessé d'exister. Avant l'annonce officielle du ralliement, des rencontres et patrouilles conjointes avaient régulièrement lieu entre les hommes d'Al-Mourabitoun et ceux d'AQMI qui se fréquentaient à Gao¹²⁴. Enfin, au-delà des divergences qu'il a pu avoir avec Droukdel, Belmokhtar demeure un pur produit d'Al-Qaïda et d'AQMI en particulier, dont il a été l'un des principaux artisans lors de la mutation du GSPC. Ainsi, le choix du nom qui avait été donné au double attentat mené à Agadez et Arlit en mai 2013 (« opération Abou Zeid ») a pu être interprété comme un hommage rendu par Belmokhtar à son défunt rival¹²⁵. En ce sens, il serait révélateur d'une certaine continuité, plutôt que d'une véritable rupture, des relations entre Belmokhtar et AQMI¹²⁶. Ceci étant dit, il s'avère pour autant important de comprendre les raisons qui ont permis un retour officiel de MBM et de son groupe dans l'enceinte d'AQMI.

Les conséquences de l'intervention franco-africaine

L'intervention militaire française, d'abord au Mali à partir de janvier 2013 (opération Serval), puis élargie à la zone sahélo-saharienne à partir d'août

122. Communiqué officiel d'Al-Mourabitoun, 4 décembre 2015.

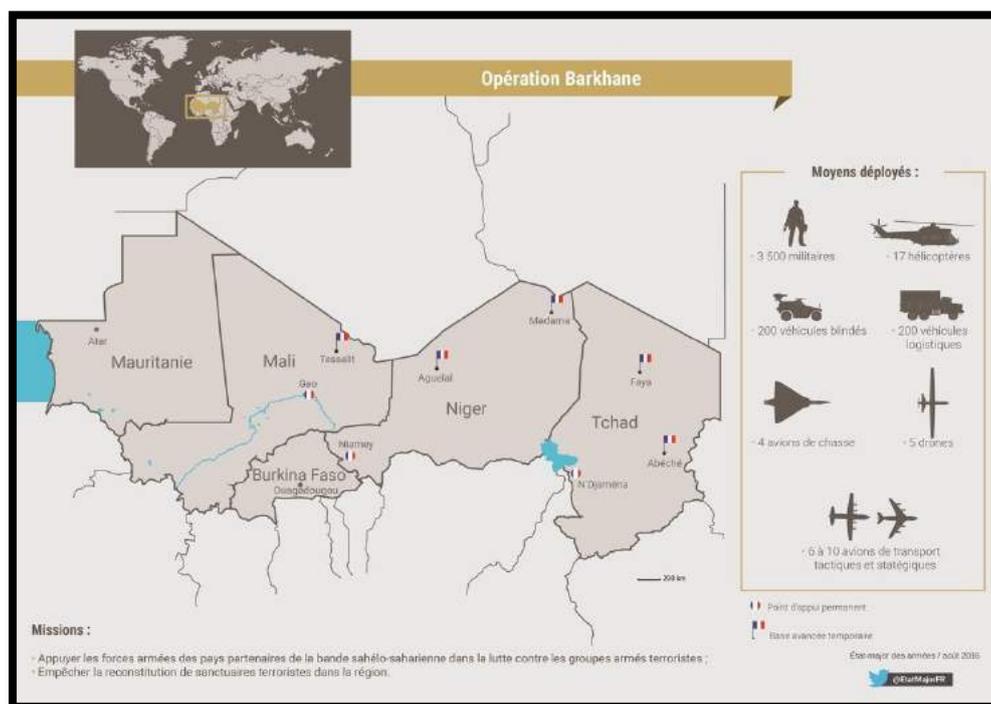
123. Entretien avec Lemine Ould Mohamed Salem, août 2016, Paris.

124. *Ibid.*

125. Si cette interprétation a été mise en avant par plusieurs spécialistes, pour Mathieu Guidère en revanche le nom de l'opération aurait été choisi par Belmokhtar avant tout afin de faire une « paix de braves » avec les lieutenants d'Abou Zeid et de récupérer ainsi les membres de sa brigade. M. Guidère, « Histoire immédiate d'AQMI avant et après l'intervention française au Mali », *op. cit.*, p. 50.

126. Selon les déclarations de plusieurs combattants ayant appartenu à la brigade d'Abou Zeid et de Belmokhtar, les deux hommes se respectaient en dépit de leurs désaccords. Cela était également valable dans la relation entre Belmokhtar et Droukdel. Entretien avec David Izadifar, expert international en financement du terrorisme, Nouakchott, octobre 2016.

2014 (opération Barkhane), menée avec le soutien des États de la région¹²⁷, a considérablement déstructuré et affaibli AQMI¹²⁸. Au-delà de l'attrition des effectifs et de la destruction des bases arrière et de l'arsenal militaire du groupe, beaucoup de chefs ont été éliminés, brisant la chaîne de commandement de l'organisation. En particulier, la mort d'Abou Zeid a privé Droukdel, loin du front en Kabylie, de l'un de ses principaux relais dans la région. Par ailleurs, l'intervention militaire a rendu caduque le grand projet de Droukdel de mise en place d'un émirat islamique de l'Azawad au Nord-Mali. C'est dans ce nouveau contexte que le commandement d'AQMI a logiquement décidé, début 2013, de recentrer ses activités en Afrique du Nord où l'instabilité politique de certaines régions (notamment en Libye et en Tunisie) en fait selon les mots de Droukdel des terres « plus propices au djihad »¹²⁹.



© Ministère français de la Défense, État-major des armées (août 2016)

Carte du dispositif militaire Barkhane.

127. En particulier du Tchad, allié de premier plan des forces françaises dans la région, ainsi que des quatre autres pays qui composent le G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso). Le G5 Sahel est un cadre institutionnel de coordination et suivi de la coopération régionale qui a été créé en février 2014 à l'initiative des chefs d'État de la région afin de mieux coordonner les politiques de développement et de sécurité de ses membres.

128. M. Mémier, « Que reste-t-il d'AQMI au Nord-Mali : évaluation des conséquences de l'opération Serval », note d'analyse du GRIP, 12 décembre 2013.

129. M. Guidère, « Histoire immédiate d'AQMI avant et après l'intervention française au Mali » *op. cit.*, p. 50.

Poussé dans ses retranchements, AQMI est donc contraint de poursuivre une logique de regroupement avec d'autres formations pour continuer d'exister et rester visible. C'est ce message de rassemblement que fait passer Droukdel dans son discours audio de décembre 2015 dans lequel il invite les djihadistes à s'unir sous la bannière d'Al-Qaïda¹³⁰. Cette stratégie de coalition se retrouve également dans l'entretien de Djamel Okacha à Alakhbar en janvier 2016. Évoquant les relations d'AQMI avec Ansar Dine et le Front de Libération du Macina, Okacha déclare ainsi que « le travail d'Al-Qaïda dans le domaine de la prédication et du djihad est une action globale se faisant avec les autres groupes djihadistes¹³¹ ». Il assure que les différences qui séparent AQMI des deux groupes maliens (qui mènent un « djihad local ») n'empêchent pas « une coopération et une coordination dans toutes les affaires liées à la guerre au Mali¹³² ». L'émir du Sahara atteste même que des contacts normaux ont été maintenus avec le groupe d'Abou Walid Al-Sahraoui, ayant fait allégeance à l'État islamique, avant d'appeler ce dernier à retrouver la raison et rejoindre les rangs de l'organisation¹³³.

Dans cette stratégie de coalition, Belmokhtar représente indéniablement un atout essentiel pour AQMI. Il bénéficie tout d'abord d'une image de marque et d'une légitimité historique : il est le djihadiste qui a mené le plus grand nombre d'actions dans la région ces vingt dernières années. Ensuite, en adoptant une stratégie de non affrontement face aux forces françaises en 2013, il a pu conserver, au moins dans un premier temps¹³⁴, une partie de ses hommes et de son commandement. Alors qu'AQMI est sous le feu français, Belmokhtar, lui, dirige des opérations importantes dont la prise d'otage d'In Amenas (janvier 2013) et les attentats d'Arlit et d'Agadez (mai 2013). Il met également à profit son exil en Libye, nouvelle base régionale du djihadisme, pour étendre son influence en Afrique du Nord et rallier à sa cause certaines brigades libyennes, dont la brigade 315 dirigée par Cheikh Ahmed Omar An-Ansari¹³⁵. Il bénéficierait par ailleurs de l'appui logistique et financier de quelques milices islamistes contrôlant des localités libyennes frontalières de l'Algérie et de la Tunisie¹³⁶. Dans ce nouveau contexte régional, AQMI a intérêt à bénéficier des réseaux de MBM et des capacités de son groupe,

130. Message audio d'Abdelmalek Droukdel, 4 décembre 2015.

131. Interview de Djamel Okacha, *Alakhbar*, janvier 2016.

132. *Ibid.*

133. *Ibid.*

134. Si les troupes de Belmokhtar ont été relativement préservées en 2013, son commandement et ses hommes ont été particulièrement ciblés par les forces franco-africaines à partir de 2014.

135. A. Gallet, « Les enjeux du chaos libyen », *Politique étrangère*, vol. 80, n° 2, 2015, p. 107.

136. M. Guidère, « Histoire immédiate d'AQMI avant et après l'intervention française », *op.cit.* p. 51.

notamment afin d'apporter une capacité de projection extérieure qui fait défaut à l'organisation¹³⁷. Or AQMI en a besoin afin d'attirer de nouveau l'attention des médias et ainsi renforcer son pouvoir de séduction auprès de combattants qui seraient tentés de rejoindre l'EI. Ces raisons expliqueraient pourquoi Droukdel se serait dès lors rapproché de Belmokhtar et lui aurait écrit plusieurs courriers dans lesquels il l'appelle à rejoindre de nouveau les rangs d'AQMI¹³⁸.

Contre la montée en puissance de l'État islamique

Le 29 juin 2014, l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), rebaptisé État islamique, annonce au monde la restauration du califat entre la Syrie et l'Irak avec comme chef l'irakien Abou Bakr al-Baghdadi, alias « calife Ibrahim ».



© Reuters (4 juillet 2014)

Abou Bakr al-Baghdadi, chef de l'État islamique, prononçant son prêche à la grande mosquée de Mossoul quelques jours après la proclamation du Califat entre la Syrie et l'Irak.

Quelques jours plus tard, AQMI publie sans surprise un communiqué dans lequel il rejette la nouvelle institution créée « sans consultation avec les chefs des moudjahidines » et affirme vouloir un califat « sur la base de la Choura (la consultation) et qui cherche à unir les musulmans et à

137. Entretien avec Philippe Migaux, juillet 2016, Paris.

138. Entretien avec Mathieu Guidère, juillet 2016, Paris.

épargner le sang »¹³⁹. Des dissensions apparaissent toutefois rapidement au sein d'AQMI sur la nécessité de répondre ou non à l'appel lancé par Al-Baghdadi aux musulmans du monde entier à rejoindre le califat. Malgré son ancrage régional en Afrique du Nord et au Sahel, AQMI vit ainsi depuis 2014 sous la pression de l'avancée de l'EI sur ses terres et fait face à de nombreuses défections. En Algérie, les Soldats du Califat (« Jund al-Khilafa »), ancienne brigade d'AQMI ayant fait sécession, annonce en septembre 2014 son allégeance à Al-Baghdadi en ces termes : « Vous avez au Maghreb islamique des hommes qui obéiront à vos ordres.¹⁴⁰ » Le même mois, en Tunisie, la katiba Okba Ibn Nafaâ d'AQMI fait également sécession et annonce son « soutien » à l'EI, sans toutefois lui prêter allégeance¹⁴¹. Ce mouvement de défection se poursuit dans le Sinaï où l'organisation djihadiste Ansâr Bayt Al-Maqdis (« Les partisans de Jérusalem »), qui avait affirmé jusqu'alors s'inspirer d'Al-Qaïda, fait allégeance en novembre 2014 à l'autorité du calife Ibrahim¹⁴².

Dans une moindre mesure, l'Afrique de l'Ouest est aussi concernée. Au Nigeria, Boko Haram¹⁴³, qui avait entretenu des liens avec AQMI dans une logique d'internationalisation¹⁴⁴, prête allégeance à l'EI en mars 2015. Le groupe prend alors le nom d'« État islamique en Afrique de l'Ouest » et devient officiellement une « province » (« Wilaya ») de l'EI dans la région. Toutefois, si Boko Haram avait étendu en 2014 son influence dans les pays du Bassin du Lac Tchad (Niger, Tchad et Cameroun), sa capacité de nuisance et son emprise territoriale ont été fortement réduites au cours des derniers mois par l'engagement accru des forces de sécurité de la région, réunies au sein de la Force multinationale mixte (FMM). En outre, les tensions entre la branche d'Habib Yusuf (alias Abou Mosab al-Barnaoui), officiellement désigné à la tête du groupe par l'EI en août 2016, et celle

139. AFP, « AQMI rejette le califat proclamé en Irak et en Syrie », *Libération*, 15 juillet 2014.

140. M. Guidère, *L'État islamique en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2016, p. 191.

141. S. Fauret, « L'internationalisation de l'État islamique », *Les clés du Moyen-Orient*, 21 avril 2015.

142. « Le principal groupe djihadiste égyptien prête allégeance à l'EI », *Le Point*, 10 novembre 2014.

143. De son nom exact jusqu'à l'allégeance à l'EI : « Jamā'at ahl al-sunnah Lidda'awat wa'-l-jihād » (« Groupe sunnite pour la prédication et le djihad »).

144. AQMI a notamment fourni des formations à des combattants de Boko Haram en 2011 et 2012 à Tombouctou sur l'utilisation d'armes, la fabrication d'explosifs ou encore les techniques d'attentats-suicides et d'enlèvements. Toutefois, Al-Zawahiri a rejeté à plusieurs reprises l'allégeance de Boko Haram à Al-Qaïda. Suite à cela, AQMI et Boko Haram auraient partiellement coupé leur relation. Dans le contexte d'une situation financière particulièrement compliquée, prêter allégeance à l'EI était pour Boko Haram non seulement la seule alternative mais aussi une aubaine sur le plan financier. Entretien avec David Izadifar, expert international en financement du terrorisme, Nouakchott, octobre 2016.

Pour plus d'informations sur les liens entre AQMI et Boko Haram voir Priscilla Sadatchy, « Boko Haram : un an sous état d'urgence », note d'analyse du GRIP, 3 juin 2014, p. 9.

restée fidèle à l'ancien leader de l'organisation, Abubakar Shekau, ont contribué à affaiblir le mouvement¹⁴⁵. Enfin, la reconnaissance officielle de l'État islamique dans le Grand Sahara comme nouvelle branche de l'EI au Sahel est venue renforcer l'implantation du groupe dans la région, dans un contexte de perte de vitesse de Boko Haram. Ainsi, en élargissant progressivement son influence par l'envoi d'émissaires ou la création de « filiales », l'État islamique a séduit des prétendants au djihad aux dépens d'Al-Qaïda. Depuis 2014, de nombreux jeunes Sénégalais, Mauritaniens, Maliens, Nigériens ou encore Tchadiens sont ainsi partis rejoindre le groupe en Libye mais aussi en Syrie et en Irak. Le retour de ces combattants dans leur pays d'origine s'annonce d'ores et déjà comme un défi sécuritaire majeur.

Toutefois, c'est en Libye que se joue la véritable lutte d'influence entre les deux organisations. Dès 2014, des djihadistes libyens de retour de Syrie et d'Irak fondent le mouvement du Conseil consultatif de la jeunesse islamique (« Majlis Choura Chabab al-Islam », MCCI). Le groupe prêche allégeance à l'EI au mois d'octobre et devient officiellement l'État islamique en Libye. À partir de la ville de Derna, la branche libyenne de l'EI progresse rapidement vers l'ouest jusqu'à Syrte au prix de confrontations meurtrières avec d'autres groupes islamistes dont des partisans d'Al-Qaïda.



© Welayat Tarablos/ AFP (18 février 2015)

Image d'un convoi de troupes de l'EI en Libye dans la ville de Syrte diffusée par Welayat Tarablos, organe de propagande de l'organisation.

145. Selon certaines analyses, le « déclin » actuel de Boko Haram serait directement lié à son allégeance à l'EI ayant impliqué la perte de soutiens locaux sans pour autant entraîné une aide significative de l'EI qui a davantage misé sur la Libye en Afrique que sur le Nigeria. Selon ces mêmes analyses, il serait dès lors possible que dans ce contexte de perte de vitesse Boko Haram se rapproche de nouveau d'AQMI dans les mois à venir. Daveed Gartenstein-Ross, Jacob Zenn, « Boko Haram's Buyer's Remorse », *Foreign Policy*, 20 juin 2016.

Depuis la Libye, MBM assiste ainsi à la progression de l'EI sur ses terres et à la déperdition de combattants partis rejoindre la cause du califat d'Al-Baghdadi. Au sein de son propre mouvement, il voit certains de ses proches lieutenants se rapprocher de l'EI dont Abou Walid Al-Sahraoui mais aussi Hamada Ould Mohamed Kheirou¹⁴⁶. C'est dans ce contexte que Belmokhtar se serait à son tour rapproché de Droukdel et lui aurait écrit afin d'adopter une stratégie commune pour « unir les moudjahidines » face à la montée en puissance de l'État islamique¹⁴⁷. Il aurait recommandé pour cela à l'émir d'AQMI un alignement du mode d'action sur celui de l'EI afin de retenir les combattants au sein d'Al-Qaïda et de les « fixer » dans leur région d'origine. Droukdel aurait désavoué dans un premier temps cette proposition car selon lui, en adoptant des positions trop radicales et en s'attaquant aux « musulmans innocents », l'EI s'effondrera par lui-même. Il aurait toutefois fini par donner raison à Belmokhtar à condition que toutes les actions entreprises soient validées en amont par le Conseil des Chefs et que l'ensemble des combattants fassent allégeance à Al-Qaïda¹⁴⁸. S'en est alors suivie la série d'attentats particulièrement meurtriers que l'on connaît à Bamako, Ouagadougou et Grand-Bassam entre la fin d'année 2015 et le début 2016.

La progression de l'EI en Libye aux dépens des mouvements affiliés à Al-Qaïda, dont Al-Mourabitoun, tend toutefois depuis quelques mois à être remise en cause. À la suite de l'éviction de l'EI de Syrte et son repli vers le sud libyen, certains de ses chefs estiment désormais que l'EI et Al-Mourabitoun ont le même ennemi, la France, et devraient allier leurs forces pour combattre « l'invasion étrangère »¹⁴⁹. Ce revirement pourrait s'expliquer par la perte de nombreux combattants ainsi que des territoires stratégiques par l'EI, dont la symbolique ville de Syrte en passe d'être reprise par les forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA). Il tient aussi, dans une moindre mesure, à l'expansion d'un discours anti-français dans le pays, profitant à la rhétorique d'Al-Mourabitoun, notamment suite à l'annonce publique de la présence de forces spéciales françaises au mois de juillet 2016¹⁵⁰. Si Belmokhtar n'a pas encore répondu à cet appel du pied lancé par les survivants de la branche libyenne de l'EI, la proximité de leurs combattants dans le désert devrait faciliter un

146. « État islamique : allégeance, soutien, hésitation des groupes africains », *RFI*, 14 juillet 2014.

147. Entretien avec Mathieu Guidère, juillet 2016, Paris.

148. *Ibid.*

149. Entretien avec Mathieu Guidère, septembre 2016, Paris.

150. Cette annonce avait été faite après qu'un hélicoptère transportant trois membres de la DGSE a été abattu dans la région de Benghazi. Il s'en était suivi d'importantes manifestations populaires dans plusieurs villes du pays contre l'« ingérence française ». C. Bensimon et M. Zerrouky, « Trois membres de la DGSE tués en Libye, le gouvernement libyen proteste », *Le Monde*, 20 juillet 2016.

rapprochement entre les deux formations. Il est probable que celui-ci se fasse au bénéfice d'Al-Mourabitoun qui reste le mieux implanté dans la région, d'autant plus que le groupe aurait été renforcé récemment par le retour de plusieurs combattants maghrébins du front syro-irakien¹⁵¹.

Il y aurait ainsi, en particulier depuis les revers militaires de l'EI, une certaine amélioration des relations (en tout cas moins d'animosité) entre la branche libyenne de l'EI et les groupes affiliés à Al-Qaïda. S'il existe bel et bien une lutte d'influence entre l'EI et Al-Qaïda dans la région, la situation qui prévaut est loin de celle d'un combat à mort envisagé par certains. Par ailleurs, alors que la tendance générale était davantage à un transfert de combattants d'Al-Qaïda au profit de l'EI, ce mouvement a commencé à s'inverser avec l'intensification des frappes de la coalition internationale en Syrie et en Irak¹⁵² en particulier depuis la perte de Ramadi (décembre 2015) et Falloudja (juin 2016). Il devrait s'accroître ces prochains mois avec la perte de Syrte. Enfin, au-delà du renforcement prévisible d'Al-Mourabitoun, la chute de Syrte a d'ores et déjà entraîné la fuite de nombreux djihadistes de l'EI vers les pays limitrophes à l'Ouest (Tunisie, Algérie) et au Sud (Niger, Tchad), à même de constituer de nouvelles cellules ou de venir renforcer les rangs d'autres groupes opérants en Afrique du Nord et au Sahel.

Des raisons propres à Belmokhtar ?

À l'instar des autres katibas d'AQMI, Belmokhtar fait face, au sein de sa brigade, à d'importants défis internes qui ont pu être des facteurs de rapprochement avec Droukdel. Tout d'abord, alors qu'il avait su préserver ses hommes en 2013 en adoptant une stratégie de non affrontement face aux forces françaises, Belmokhtar a perdu depuis 2014 beaucoup de ses proches lieutenants au gré des opérations militaires françaises¹⁵³. À cela s'ajoute la perte d'une partie de son commandement et de ses combattants avec la scission d'Al-Mourabitoun menée par Al-Sahraoui en mai 2015. Isolé de ses troupes sahéennes, Belmokhtar semble alors perdre la main sur une partie de ses troupes. Par ailleurs, sa situation personnelle en Libye demeure extrêmement fragile. Considéré comme l'un des cadres d'Al-

151. Entretien avec un expert de la lutte contre le terrorisme au Sahel, Nouakchott, octobre 2016.

152. En particulier après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris qui ont entraîné la formation d'une coalition internationale élargie contre l'EI, laquelle a considérablement accéléré ses frappes sur la Syrie et l'Irak. La fin d'année 2015 a ainsi vu l'entrée en jeu de la Russie qui a débuté son intervention militaire sur le front syrien le 30 septembre 2015.

153. Dont El-Hassen Ould Khalil, dit « Jouleibib », son gendre et porte-parole tué en novembre 2013 ; Omar Ould Hamaha (dit « barbe rouge ») éliminé en mars 2014 ; Abou Bakr Al-Nasr éliminé en avril 2014 ; Ahmed Al-Tilemsi, tué en décembre 2014.

Qaïda les plus virulents à l'encontre de l'EI, il fait l'objet en août 2015 d'une condamnation à mort par la branche libyenne de l'État islamique qui publie un avis de recherche appelant à son élimination¹⁵⁴.

مطلوب للقتل
WANTED DEAD
من صحوات الردة بدرنة

السكن \ معلومات إضافية

من مواليد عام 1972 أعلن عن مقتله أكثر من مرة
ولكنه موجود بين صفوف الصحوات
قتل سابق في قاعدة المغرب ثم انتشق عنها وأسس جماعة 'المثمنون'
ثم قدم إلى ليبيا بعد الفرو للصليبي على مالي
واختبئ في 'دنة' وأسس جماعة 'المرابطون'
مع هشام العشماوي' والآن يقتل مع مجلس الردة ضد 'دولة الخلافة'
وأصيب أحد معاونين العسكريين المقربين له في الإشتباكات مع 'جنود الخلافة'
وتم علاجه تحت حراسة أمنية مشددة في مستشفى الهرش وأخرج سريعا

الإسم
مختار بن محمد بلمختار

الكنية \ الشهرة
خالد أبو العباس (بالأعور)

© État islamique à Derna (22 août 2015)

Avis de recherche diffusé par l'EI en Libye appelant à la mort de Mokhtar Belmokhtar.

Traqué par l'EI, il l'est aussi constamment par tous les services de renseignement locaux et occidentaux présents dans la région. En juin 2015, il est une nouvelle fois annoncé pour mort à la suite d'une frappe aérienne américaine menée dans le nord-est de la Libye (à Ajdabiya, localité à environ 150 km à l'ouest de Benghazi) avant que l'information soit démentie par plusieurs groupes islamistes dont Al-Mourabitoun et AQMI¹⁵⁵. En novembre 2016, alors que beaucoup le considèrent pour mort, des informations parues dans le *Wall Street Journal* révèlent qu'une frappe aérienne française, menée dans la nuit du 14 au 15 novembre dans le Sud libyen¹⁵⁶ sur la foi de renseignements américains, aurait visé plusieurs hauts cadres d'Al-Qaïda dont MBM qui aurait été tué dans l'attaque¹⁵⁷. L'agence de presse libyenne LANA affirme quant à elle que le raid aurait éliminé un émir d'AQMI en Libye, Abou Talha al-Libi (alias Abdel Monem

154. Communiqué de l'avis de recherche diffusé par la branche libyenne de l'EI à l'encontre de Belmokhtar, 22 août 2015.

155. AFP, « Plusieurs groupes islamistes démentent la mort de Mokhtar Belmokhtar », *Le Monde*, 19 juin 2015.

156. La frappe aurait eu lieu proche Al-Qarda al-Shati, une localité située à 70 km au nord de Sebha, la capitale du Fezzan.

157. G. Lubold et M. Dalton, « UN French Operation Targeted Elusive North African Militant, US Says », *Wall Street Journal*, 27 novembre 2016.

al-Hassanawi)¹⁵⁸. Cependant, selon des sources sécuritaires algériennes citées par le journal *Middle East Eye*, Belmokhtar aurait été sérieusement blessé dans cette attaque mais aurait survécu¹⁵⁹. En l'absence de revendication de la responsabilité de la frappe comme d'un communiqué officiel émanant d'un groupe djihadiste il convient de rester prudent sur l'identité des personnes tuées. L'attentat perpétré contre l'aéroport de Gao deux semaines après ce raid aérien (le 29 novembre) et revendiqué par Al-Mourabitoun dans un communiqué, ne fait à cet égard aucune mention d'une attaque menée contre Belmokhtar, et encore moins de sa mort. Par ailleurs, aucun groupe djihadiste n'a jusqu'alors diffusé de communiqué de condoléances (« na'y »).

Ensuite, si Al-Mourabitoun s'est toujours revendiqué d'Al-Qaïda (du moins la branche dirigée par Belmokhtar), le groupe ne dispose pas officiellement, à la différence d'AQMI, du label de l'organisation. Or l'étiquette « Al-Qaïda », reconnu internationalement, transporte une puissance symbolique et médiatique dont ne dispose pas Al-Mourabitoun. En réintégrant AQMI, Belmokhtar peut ainsi compter sur l'important appareil de propagande de l'organisation et son réseau international pour rester visible et attractif. À ce sujet, il est intéressant de constater l'alignement progressif des codes de communication d'AQMI sur ceux de l'EI, essentiellement depuis 2015. Cette nouvelle stratégie médiatique passe notamment par la diffusion sur les réseaux sociaux¹⁶⁰ de vidéos de propagande plus sophistiquées et dynamiques¹⁶¹.

Si l'adoption de ces nouveaux codes de communication tend à démontrer un positionnement pro-EI au sein de certaines unités d'AQMI, elle répond également au besoin du groupe de démentir l'image d'une organisation vieillissante et de promouvoir le label Al-Qaïda face à celui de l'État islamique. L'objectif premier étant d'attirer de nouvelles recrues, ou du moins limiter la déperdition de combattants au profit de l'EI. Dans cette

158. « Le chef djihadiste Mokhtar Belmokhtar visé par une frappe française en Libye », Zone militaire opex360, 28 novembre 2016.

159. « Belmokhtar grièvement blessé mais toujours en vie », *Middle East Eye*, 13 décembre 2016.

160. L'utilisation des médias et des réseaux sociaux n'est pas nouvelle pour AQMI. C'est la manière de les utiliser qui a évolué. En 2009, le groupe avait créé une branche communication, « Al-Andalus », diffusant sur le web du contenu médiatique sous diverses formes (audio, vidéo, écrit) et dans plusieurs langues (anglais, arabe, espagnol et français). En 2013, AQMI avait également ouvert un compte officiel Twitter ainsi qu'un blog (*Africa Muslima*). Voir « AQMI : histoire, réseaux et structure », CMAIS, octobre 2013, p. 15.

161. Une vidéo diffusée au début de l'année 2016, consacrée aux opérations d'AQMI au Mali, emprunte ainsi à l'EI les « nasheeds » (chants islamiques) et met en scène des combattants qui ont troqué « la djellaba de bedouin pour le treillis et la cagoule ». M. Zerrouky, « Attentats à Ouagadougou : AQMI adopte les codes de l'État islamique », *Le Monde*, 18 janvier 2016.

nouvelle guerre médiatique du « jihad 2.0 », AQMI conserve toutefois une longueur de retard par rapport à l'État islamique



© Al-Andalus (2 septembre 2015)

Images extraites d'une vidéo d'AQMI au Nord-Mali reprenant les « nasheed » (chants islamiques) et autres codes de communication de l'État islamique.



© Al-Andalus (2 septembre 2015)

Les combats se déroulent avec en fond sonore un chant religieux de référence chez l'EI : « Qariban Qariba. »

Enfin, et ici repose peut-être la raison fondamentale du ralliement, Belmokhtar n'a toujours pas obtenu d'Al-Zawahiri ce qu'il souhaite depuis des années : la création d'une branche sahéenne indépendante d'AQMI et directement rattachée à Al-Qaïda centrale. Si Belmokhtar a écrit à plusieurs reprises à Al-Zawahiri concernant la création de cette nouvelle branche régionale, le leader d'Al-Qaïda ne lui aurait jamais apporté de

réponse¹⁶². Or en acceptant de réintégrer formellement la hiérarchie d'AQMI, il se pourrait que Belmokhtar poursuive encore ce projet en adoptant une nouvelle stratégie, cette fois en se positionnant en interne. S'il advenait que Droukdel soit éliminé, ce qui constitue un scénario envisageable compte tenu de son isolement croissant¹⁶³, la place obtenue par MBM au sein du Conseil des Chefs laisse présager qu'il pourrait succéder tôt ou tard à l'émir d'AQMI. Dès lors, il pourrait aisément réaliser son projet de basculer le commandement d'AQMI au sud du Sahara et créer la nouvelle branche d'Al-Qaïda qu'il appelle de ses vœux : « Al-Qaïda au Sahel islamique. » En même temps, à 44 ans ce vétéran du djihad penserait lui aussi à sa succession. Dans le communiqué de fondation d'Al-Mourabitoun, cette déclaration lui a ainsi été attribuée : « Le temps est venu pour permettre à une nouvelle génération d'accéder au commandement de l'œuvre djihadiste dans la région.¹⁶⁴ » Cette annonce laisse penser que Belmokhtar a quelqu'un en tête pour lui succéder (probablement une personne relativement jeune) et poursuivre son projet. La question qui subsiste est celle de savoir si Belmokhtar souhaite aujourd'hui accéder au commandement d'AQMI ou s'effacer au profit d'un successeur désigné et rester ainsi une autorité morale au-dessus de la mêlée.

162. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

163. La campagne de ratissage de l'armée algérienne, qui s'est accentuée depuis l'automne 2014 et l'exécution d'Hervé Gourdel par les Soldats du Califat, resserre un peu plus chaque jour l'étau autour de Droukdel. Le 6 octobre 2016, un nouveau proche du leader d'AQMI, Djamel Hanneb, a ainsi été neutralisé. Selon certaines informations, il serait peu probable que Droukdel se trouve toujours en Kabylie et aurait trouvé refuge dans les maquis de Tébessa à la frontière tunisienne.

164. Communiqué de fondation d'Al-Mourabitoun, *op. cit.*

Si le communiqué est officiellement co-signé par Belmokhtar et Tilemsi, l'étude du style d'écriture montrerait qu'en réalité Belmokhtar aurait rédigé le texte seul. Entretien avec Mathieu Guidère, août 2016, Paris.

Conclusion

Plus qu'une simple alliance, Al-Mourabitoun et son émir Mokhtar Belmokhtar ont formellement réintégré le système organisationnel d'AQMI. Il s'agit toutefois de nuancer le terme de « ré-intégration ». D'une part, la rupture entre Belmokhtar et AQMI n'a jamais été définitive ni totale. Si les tensions étaient telles en 2012 qu'une scission était presque inévitable, les échanges et les liens humains, eux, n'ont jamais cessé d'exister. De plus, au-delà des divergences profondes qu'il a pu avoir avec Droukdel et le commandement d'AQMI, Belmokhtar demeure un pur produit d'Al-Qaïda et de sa branche maghrébine dont il a été l'un des principaux fondateurs lors de la mutation du GSPC. D'autre part, si Al-Mourabitoun est officiellement devenu une nouvelle brigade d'AQMI, dans les faits MBM conserve une quasi totale autonomie d'appréciation, de commandement et d'exécution par rapport à la ligne hiérarchique de l'organisation, y compris de Droukdel.

Plusieurs facteurs concomitants, répondant à des intérêts partagés de Droukdel et Belmokhtar, ont pu favoriser le ralliement d'Al-Mourabitoun à AQMI. Cette adhésion s'inscrit tout d'abord dans le cadre plus large d'une stratégie de coalition d'AQMI qui, affaibli par l'intervention militaire franco-africaine, a plus que jamais besoin de soutiens pour continuer à exister et rester visible. L'union des forces s'est également justifiée par la nécessité du combat à mener contre un nouvel ennemi commun : l'État islamique. Ensuite, si AQMI a besoin de Belmokhtar pour se renforcer et de nouveau compter sur la scène régionale, le contraire est aussi valable dans une moindre mesure. Isolé de ses troupes sahéliennes, MBM a perdu le contrôle d'une partie de son commandement et de ses hommes lors de la scission d'Al-Mourabitoun conduite par Al-Sahraoui en mai 2015. Il a aussi vu nombre de ses proches lieutenants éliminés par les forces de l'opération Barkhane. De plus, en réintégrant AQMI, Belmokhtar peut compter de nouveau sur la puissance symbolique et médiatique du label Al-Qaïda, son réseau international ainsi que son appareil de propagande. Enfin, adoubé par Droukdel au sein du Conseil des Chefs, son retour pourrait être un moyen de se positionner en interne et rendre ainsi possible son accession future à la tête d'AQMI. Si ce scénario venait à se produire, il pourrait dès lors réformer l'organisation selon le modèle qu'il n'est jamais arrivé à imposer à Droukdel ni à obtenir d'Al-Zawahiri et de mettre sur pied une

nouvelle branche régionale qui prendrait le nom d'Al-Qaïda au Sahel islamique.

Le retour de Belmokhtar est une bonne nouvelle pour AQMI et plus généralement pour la mouvance Al-Qaïda, dont le leader Ayman Al-Zawahiri a toujours appelé à l'unité. Cependant, la branche maghrébine d'Al-Qaïda fait face aujourd'hui à des défis majeurs. Son projet d'émirat islamique au Nord-Mali remis en cause, AQMI tente depuis 2013 de consolider ses positions en Afrique du Nord, notamment en Libye et en Tunisie. Mais le groupe vit également sous la pression constante de l'EI et est obligé de se réformer s'il veut conserver ses combattants et son leadership dans la région. Or en acceptant de s'aligner sur les pratiques de l'EI, dont son mode opératoire, AQMI a brouillé les lignes entre les deux organisations. Alors que Belmokhtar s'est toujours défendu de ne pas s'attaquer aux « musulmans innocents », la base, elle, ne perçoit plus la différence avec les méthodes de l'EI. Cette confusion pourrait entraîner dans les mois à venir la dissidence d'une ou plusieurs brigades d'AQMI au profit de l'État islamique.

Enfin, si AQMI n'a pas oublié son projet de califat, l'organisation est contrainte aujourd'hui de poursuivre une logique de déstabilisation et non plus d'administration de territoires, comme cela a pu être le cas en 2012. De plus, à la différence de l'EI, AQMI n'a pas articulé de projet politique et territorial clair, que ce soit au niveau local, régional ou international, depuis la mort prématurée de l'émirat islamique de l'Azawad. Enfin, l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes combattants n'ayant pas connu la guerre d'Afghanistan, davantage tournée vers les médias modernes, et influencée par de nouvelles « références » déconnectées d'Al-Qaïda, profite à l'expansion de l'État islamique. Dans ces conditions, la résistance d'AQMI face à l'EI semble mal engagée. À moins que la tendance actuelle de perte d'influence et d'emprise territoriale de l'EI, tant en Libye que sur le front syro-irakien, ne s'accroisse au cours des prochains mois au bénéfice d'Al-Qaïda et d'AQMI en particulier. La chute de l'EI à Syrte montre d'ores et déjà l'important potentiel de récupération de combattants pour d'autres groupes djihadistes présents en Afrique du Nord et au Sahel. Une défaite militaire de l'EI face à la coalition internationale en Syrie et en Irak entraînerait inévitablement une dispersion de milliers de combattants, dont un grand nombre de Maghrébins, qui pourraient alors être tentés de poursuivre le djihad sous le drapeau d'Al-Qaïda et de sa branche maghrébine.

